



COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007
ANNEXE

(en millions d'euros)

Le 27 février 2008

SOMMAIRE

(Chiffres exprimés en millions d'euros)

NOTES

1. **Faits significatifs de l'exercice** (page 4)
2. **Principes et méthodes comptables** (page 7)
3. **Actif non courant** (page 28)
4. **Actif courant** (page 39)
5. **Information sur les capitaux propres consolidés** (page 42)
6. **Provisions non courantes et courantes (long terme et court terme)** (page 44)
7. **Actifs et Passifs d'impôts non courants** (page 46)
8. **Dettes financières non courantes et courantes** (page 48)
9. **Principaux éléments de variation de l'endettement net (Passif)** (page 50)
10. **Passifs courants** (page 51)
11. **Analyse du chiffre d'affaires et autres produits de l'activité** (page 52)
12. **Résultat opérationnel** (page 53)
13. **Coût de l'endettement financier net** (page 54)
14. **Charge d'impôt** (page 55)
15. **Résultat net des activités poursuivies et résultat dilué ou non par action** (page 56)
16. **Information sectorielle** (page 57)
17. **Instruments financiers** (page 61)
18. **Engagements hors bilan** (page 63)
19. **Effectifs, engagements envers le personnel et participation** (page 66)
20. **Informations sur les parties liées et les avantages des organes d'administration et de direction** (page 69)
21. **Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie** (page 70)
22. **Honoraires des commissaires aux comptes** (page 71)
23. **Informations sur les modifications de périmètre liées aux activités arrêtées ou en cours de cession** (page 72)
24. **Principaux taux de conversion** (page 73)
25. **Liste des sociétés consolidées** (page 74)

- Au 31 décembre 2007 les comptes consolidés du groupe Bouygues sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS : International Financial Reporting Standards tels qu'adoptés par l'Union européenne (règlement 1606 / 2002 du Conseil européen du 19 juillet 2002).
- Le Groupe a mis en œuvre l'interprétation IFRIC 13, obligatoire au 01/07/2008, applicable par anticipation au 31/12/2007.
- Les normes comprennent :
 - Les IFRS, les IAS
 - Leurs interprétations (SIC et IFRIC)
- Les comptes présentent en millions d'euros :
 - ✓ Le Bilan et le Compte de résultat,
 - ✓ Le Tableau de variation des capitaux propres,
 - ✓ Le Tableau des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres
 - ✓ Le Tableau des flux de trésorerie,
 - ✓ L'Annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2006 en normes IFRS, complétés des changements de méthodes comptables intervenus en 2007.

NB : Les états financiers consolidés et les différentes notes de l'annexe établis au 31/12/2007 ne présentent pas l'exercice 2005 ; les informations comparatives concernant l'exercice le plus ancien figurent par référence au document annuel établi au titre de cet exercice (selon avis exprimé par le Committee of European Securities Regulators (CESR) dans le cas de changement de méthode comptable sur l'exercice).

1.1. PERIMETRE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2007

- **Principales variations de périmètre :**

Au 31 décembre 2007, 1 211 entités sont consolidées contre 1 083 au 31 décembre 2006. La variation nette du nombre d'entités consolidées (+128) concerne principalement les nouvelles acquisitions de Colas (Colas Rail / carrières diverses / filiales de travaux diverses...), de Bouygues Construction (Mibag / Suisse, Karmar / Pologne...) de TF1 (Groupe AB), et de Bouygues Immobilier (groupe Blanc...)

Alstom : acquisition complémentaire de titres en 2007 (+4,91%) :

Au cours de l'exercice 2007, Bouygues a acquis une participation complémentaire de +4,91% du capital d'Alstom pour un montant global de 961 M€, portant sa participation à 29,98% au 31 décembre 2007.

Celle-ci est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence pour sa valeur nette globale d'acquisition complétée de la contribution au résultat net 2007 d'Alstom ; le résultat du 4^{ème} trimestre 2007 a fait l'objet d'une estimation sur la base des comptes consolidés semestriels relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2007 publiés par Alstom.

L'affectation du prix d'acquisition de la participation détenue depuis 2006, aux actifs et passifs identifiables ainsi qu'au goodwill résiduel, est devenue définitive à l'issue du délai autorisé d'une année. Conformément à IAS 28, la participation est présentée au bilan sur la ligne « Entités associées » pour un montant global de 3 573 M€.

Le complément de participation acquis en 2007 a fait l'objet d'une nouvelle étude réalisée par un expert indépendant, selon modalités ci-après :

- a/ Identification, détermination de la juste valeur des actifs, passifs, et passifs éventuels acquis (estimation sur la base des comptes semestriels publiés par Alstom au 30 septembre 2007).
- b/ Les actifs qui ont été réévalués en 2007 sont ceux identifiés à fin 2006, à savoir :
 - Marque
 - Technologie
 - Carnet de commandes (backlog)
 - Impôts différés

Les actifs et passifs identifiés à fin 2006 (sur la base d'une participation de 25,07%) n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation spécifique selon juste valeur déterminée au 30 septembre 2007.

- L'incidence nette globale de l'amortissement des réévaluations pratiquées sur les actifs incorporels et autres, sur le compte de résultat consolidé du Groupe, s'élève à (8) M€ pour la part revenant au groupe Bouygues (29,98%).

Colas Rail (Spie Rail) :

Le 31 mai 2007, le Groupe a acquis 100% de la société Spie Rail (raison sociale modifiée en Colas Rail) pour 267 M€ ; cette acquisition a fait l'objet d'une identification et évaluation à la juste valeur des actifs / passifs identifiables et passifs éventuels, ainsi qu'au goodwill résiduel pour 180 M€. Le bilan au 31 décembre 2007, incluant un résultat apprécié sur l'activité du second semestre 2007 a été intégré à fin d'exercice.

Prise de participation de TF1 à hauteur de 33,5% dans le capital de Groupe AB

A la suite de la décision rendue par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, TF1 et la famille Berda, ont finalisé le 2 avril 2007 la prise de participation de TF1 à hauteur de 33,5% dans le capital du Groupe AB, formé des groupes AB SAS et WB Télévision SA (« Groupe AB »). Le montant de l'acquisition s'élève à 230 millions d'euros.

Le Groupe AB dispose d'un catalogue de droits de programmes télévisés francophones de plus de 1 300 titres, édite des chaînes de télévision gratuites en France et des chaînes de télévision payantes disponibles par satellite, câble, TNT ou ADSL.

A compter d'avril 2007, la participation dans le Groupe AB est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence après identification et évaluation en juste valeur des actifs et passifs acquis.

1.2. CHIFFRES D'AFFAIRES CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2007

Il s'élève à 29 613 M€, en progression de +12% par rapport à l'exercice 2006.

1.3. PARTICIPATION DANS BOUYGUES TELECOM (+6,5%)

En juillet 2007, BNP Paribas a levé les options de vente dont elle bénéficiait sur les actions Bouygues Telecom (6,5% du capital).

A l'issue de cette opération, finalisée en septembre 2007, Bouygues détient 89,5% du capital de Bouygues Telecom.

Conformément aux normes IFRS, le montant de cette acquisition était déjà consolidé dans les comptes du Groupe Bouygues depuis juin 2005. De ce fait, les comptes consolidés 2007 ne présentent pas d'impact (goodwill, endettement net, part des IM...). L'investissement réalisé à ce titre a été pris en compte en 2007 pour 441 M€ dans le tableau des flux de trésorerie.

1.4. OPERATIONS D'ACTIONNARIAT SALARIES

a/ Opération Bouygues Partage :

En mai 2007 l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe a été souscrite par 53 185 collaborateurs, en France essentiellement. Le nombre d'actions créé a été de 6 371 520 pour une augmentation nette des capitaux propres d'un montant de 231,2 M€.

Sur la base des souscriptions définitives, la charge complémentaire brute prise en compte en 2007 au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés (décote de 20%) s'est élevée à (12) M€ bruts.

b/ Opération Bouygues confiance 4 :

La deuxième opération d'actionnariat salarié de l'exercice appelée Bouygues Confiance 4, a été souscrite par 37 550 collaborateurs. Le nombre d'actions créé a été de 6 947 662 pour une augmentation nette des capitaux propres d'un montant de 299,7 M€.

En 2007, la charge brute prise en compte au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés (décote 20%) s'est élevée à (27) M€.

c/ Autres informations sur ces 2 opérations :

- Ces 2 opérations ont donné lieu à création de fonds FCPE à effet de levier (apport complémentaire de la banque partenaire de l'opération).

	Bouygues Partage	Bouygues Confiance 4
Nombre de salariés souscripteurs	53 185	37 550
Prix de souscription des titres	36,44 €	43,18 €
Date d'annonce du plan aux salariés	21 décembre 2006	05 octobre 2007
Montant de la décote nominale par action octroyée aux salariés (par rapport au cours spot à date d'octroi)	9,11 €	10,79 €
Juste valeur de l'avantage accordé aux salariés IFRS par action (décote 20%)	4,19 €	3,89 €
Méthode retenue pour la valorisation des clauses d'incessibilité	Recommandation CNC	Recommandation CNC
Cours à date d'octroi (Moyenne des 20 cours de bourse précédents)	45,55 €	53,97 €

- L'économie fiscale résultant de ces 2 opérations (loi du 30/12/2006) a été prise en compte.

1.5. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

- En 2007, le Groupe a procédé à deux changements de méthodes détaillés en note 2.3 avec présentation rétrospective des impacts au 1/1/2006. Il s'agit :
 - de l'adoption de l'option permise par l'amendement à IAS 19 « Avantages du Personnel », relative aux écarts actuariels affectables directement en capitaux propres (changement pratiqué également par le groupe Alstom 2007).
 - de la mise en œuvre de l'interprétation IFRIC 13 (obligatoire au 01/07/2008), applicable par anticipation : « Programmes de fidélisation clients » (Bouygues Telecom), entraînant la reprise de la provision pour fidélisation clients « Grand Public » par capitaux propres.

1.6. CRISE FINANCIERE

- La trésorerie du groupe Bouygues n'a pas été affectée par la crise financière, Bouygues s'étant toujours interdit d'investir sur des supports sensibles.

1.7. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PERIMETRE POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2007

- Postérieurement au 31 décembre 2007, il n'existe ni variation significative du périmètre consolidé, ni opération qui pourrait avoir une incidence significative sur les résultats, les capitaux propres consolidés ou l'activité du Groupe.

2.1. LES ACTIVITES DU GROUPE

Le groupe Bouygues est un groupe industriel diversifié dont les métiers s'organisent autour de 2 pôles d'activités :

a) Construction :

- Bouygues construction (BTP et électricité),
- Bouygues Immobilier,
- Colas (Routes).

b) Télécoms – Médias :

- TF1 (Télévision),
- Bouygues Telecom (Téléphonie mobile).

c) Le groupe Bouygues détient également au 31 décembre 2007, une participation de 29,98% dans Alstom (Energie et Transport).

Le Groupe est implanté dans près de 80 pays ; il a réalisé un chiffre d'affaires de 29 613 M€, au titre de l'exercice 2007, en progression de +12% (dont 8 803 à l'international).

2.2. DECLARATION DE CONFORMITE

- Les états financiers consolidés du groupe Bouygues au 31 décembre 2007, ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB : IAS (International Accounting Standards), et IFRS (International Financial Reporting Standards), complétés des interprétations formulées par les comités SIC et IFRIC, approuvées par l'Union Européenne, applicables à cette date.

Le Groupe a mis en œuvre l'interprétation IFRIC 13 « Programmes de fidélisation clients » obligatoire au 1^{er} juillet 2008, applicable par anticipation.

- Les états financiers du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées ; ils sont présentés en millions d'euros, devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 26 février 2008.

2.3. PRINCIPES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2007 sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs / passifs financiers évalués à leur juste valeur ; ils sont présentés comparativement avec l'exercice 2006 ; pour l'exercice 2005, selon possibilité permise, ceux-ci sont présentés par référence aux documents publiés à cette date.

- Principales normes et interprétations nouvelles d'application obligatoire en 2007 :
 - IFRS 7 : instruments financiers (compléments d'information)
 - IAS 1 (Amendement) : présentation des états financiers (informations complémentaires sur le capital)
 - IFRIC 8 à 10 : informations financières essentiellement.

- Autres normes et interprétations, publiées par l'IASB, adoptées ou non par l'Union Européenne, mais d'application postérieure à 2007 :

- IFRS 8 (secteurs opérationnels) / IAS 23 (coûts d'emprunts) : aucune application anticipée par le Groupe dans les comptes 2007. (Janvier 2009)
- IFRIC 11 : actions propres et transactions intra-groupe.
Application aux périodes ouvertes au 1^{er} mars 2007 (mention en annexe des métiers du Groupe).
- IFRIC 12 (accord de concession de services publics) : le Groupe applique cette interprétation au titre du contrat PFI de Portsmouth (Colas). Ce contrat est comptabilisé selon la méthode de la créance financière qui traduit au mieux la réalité économique et financière de ce contrat. C'est le seul contrat de ce type conclu par Colas.

Au niveau de Bouygues Construction : les contrats PFI sont conclus vis-à-vis de collectivités par des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation inférieure à 20%. Celles-ci ne sont pas consolidées compte tenu du rôle effectivement limité du Groupe dans ces structures. Quant aux sociétés concessionnaires, elles sont pour la plupart consolidées par mise en équivalence.

- IFRIC 13 (programmes de fidélisation clients) : Interprétation mise en œuvre au 31/12/2007, (obligatoire au 01/07/2008), applicable par anticipation (voir note 2.2) ; Bouygues Telecom a procédé à l'évaluation de la juste valeur des points de fidélité attribués dans le cadre du programme de fidélisation des « Clients grand-public » et n'a différé aucun chiffre d'affaires à ce titre. La provision constituée antérieurement au passif au titre de ce programme a été annulée ; l'incidence nette d'impôt de ce changement de méthode, est de +109 M€ sur les capitaux propres consolidés au 31/12/2006, dont +8 nets au titre du résultat de l'exercice 2006.

- Choix comptables / estimations dans l'évaluation de certains Actifs / Passifs / Produits et Charges :

Afin de préparer les états financiers consolidés conformément aux normes et interprétations, des estimations et des hypothèses ont parfois été faites ; elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel : l'appréciation des impairments sur Goodwill, les paiements en actions (stock-options), les avantages du personnel (indemnités de fin de carrière...), la juste valeur des instruments financiers non cotés, les impôts différés actifs... et provisions...

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, afin que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres, prudents, et complets dans tous leurs aspects significatifs.

- Changements de méthodes comptables :

En 2007, le Groupe a procédé rétrospectivement à 2 changements de méthodes comptables :

- a) Le Groupe a adopté avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006, l'option permise par l'amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », qui permet de comptabiliser directement en capitaux propres consolidés l'ensemble des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, à prestations définies.

Antérieurement le Groupe appliquait la méthode dite du « corridor » selon laquelle les écarts actuariels supérieurs à 10% du montant des engagements futurs étaient pris en compte de résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

b) Provision pour fidélisation clients (Bouygues Telecom) : voir commentaires précédents en chapitre 2.2, 2.3 et note 1.

- L'incidence de l'impôt différé sur les différences temporaires ainsi générées par les changements de méthodes comptables a été prise en compte par imputation sur les capitaux propres consolidés.
- Les principaux impacts découlant de ces changements de méthodes sur le bilan et le compte de résultat consolidés 2006 / 2007 sont présentés au chapitre 2.19 de cette note.

2.4. METHODES DE CONSOLIDATION

- Intégration globale :

- Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.
- Appréciation du contrôle exclusif sur TF1 :

Bouygues détient 43,06% du capital et des droits de vote de TF1 ; elle exerce un contrôle exclusif sur TF1 fondé sur les points ci-après :

Bouygues détient de façon continue et régulière une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par Bouygues.

La détermination par Bouygues, seule, des décisions en assemblée générale est manifeste sur une période d'au moins deux exercices successifs.

On peut y ajouter :

- le nombre élevé de postes d'administrateurs alloués à Bouygues au sein du Conseil d'administration de TF1,
- le rôle de Bouygues dans la nomination des principaux dirigeants de TF1.

Le contrôle exclusif exercé par Bouygues sur TF1 est ainsi établi.

- Intégration proportionnelle : participations dans les coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel 2 parties ou plus, conviennent d'exercer une activité économique, sous contrôle conjoint ; les actifs / passifs, charges et produits de ces sociétés sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle en quote-part du pourcentage de contrôle : c'est le cas pour les sociétés en participation travaux de Bouygues Construction et Colas.

- Participations dans les sociétés associées :

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable ; cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de l'entité.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont appréciés selon la méthode de la mise en équivalence.

- Alstom : Bouygues exerce une influence notable sur Alstom compte tenu de sa participation de 29,98%, et de sa représentation par 2 administrateurs au Conseil d'administration. La rubrique « Entités associées » à l'actif du bilan inclut la valorisation comptable de cette participation (y compris goodwill).

- Conformément à IAS 39, les participations non consolidées sont comptabilisées à leur juste valeur, et font l'objet de tests d'évaluation de perte de valeur.

Évolution comparative du périmètre de consolidation :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Intégrations globales	917	825
Intégrations proportionnelles	258	226
Mises en équivalence	36	32
	1 211	1 083

- Les principales évolutions de périmètre de l'exercice 2007 sont analysées en « Faits significatifs ».

2.5. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, le coût d'acquisition (coûts de transactions inclus) est affecté aux actifs et passifs identifiables acquis, à leur juste valeur à la date d'acquisition. Ces actifs et passifs sont présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3. Cette méthode consiste à réestimer en totalité les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur, et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise.

Les goodwill déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des minoritaires sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise.

La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente l'excédent résiduel du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition ; il est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'U.G.T au niveau duquel est apprécié le retour sur investissements des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Les principales affectations du coût d'acquisition aux actifs et passifs identifiables ne deviennent définitives qu'à l'issue du délai d'un an.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le goodwill est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé « Suivi de la valeur des actifs immobilisés », conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

2.5.1. Alstom : détermination de la juste valeur des actifs / passifs identifiables et passifs éventuels / Goodwill résiduel au titre de la fraction complémentaire de titres acquis en 2007 : +4,91%.

- Le coût d'acquisition des titres acquis en 2007 s'élève à 961 millions d'euros ;
- Les évaluations complémentaires de juste valeur ont été réalisées par un expert indépendant sur la base des comptes semestriels publiés par Alstom pour la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2007, à partir :
 - a) Du consensus des notes de brokers parues jusqu'au 30 septembre 2007.

Un business-plan par secteur d'activité a ainsi pu être élaboré pour la période 2008/2010.
(power systems / power services / transport)

Sur la base de ces plans une approche DCF a été mise en œuvre afin de disposer d'une valorisation par secteur.

L'agrégation des 3 secteurs a permis de rapprocher la valeur globale DCF avec le prix d'acquisition par Bouygues.

b) Des informations sectorielles publiées par Alstom au 31 mars / 30 juin et 30 septembre 2007.

- Appréciation des réévaluations pratiquées sur la base des comptes consolidés au 30 septembre 2007 :

L'actif net consolidé du groupe Alstom au 30/09/2007 s'élève à 1 782 millions d'euros (après prise en compte des résultats 2007 à cette date, et changement de méthode sur écarts actuariels : méthode SORIE / IAS 19) ; sur cette base, pour la part revenant au groupe Bouygues, l'écart global de première consolidation s'établit à 873 millions d'euros.

- Après expertise externe, cet écart se répartit comme suit aux actifs et passifs réévalués en juste valeur du groupe Alstom et goodwill résiduel :

Actifs/Passifs identifiables	Valeur réestimée	
	Au 30/09/2007 (100%)	Part complémentaire 2007 groupe Bouygues (+4,91%)
a) <u>Incorporelles (Marque et Technologie)</u> =		
- Un actif incorporel peut être reconnu séparément s'il est conforme à la définition d'un incorporel (IAS 38), et si sa juste valeur peut être mesurée de manière fiable (norme IFRS 3).		
- <u>Marque</u> : La valorisation de la marque Alstom repose sur une actualisation des redevances qui seraient versées par un tiers souhaitant utiliser la marque Alstom.	1 896	93
- <u>Technologie</u> : Le Groupe est propriétaire ou bénéficiaire de licences permettant l'utilisation de divers brevets et autres droits de propriété intellectuelle (13,5 ans d'utilisation résiduelle). Le Groupe privilégie la recherche et le développement ; la valorisation de la technologie Alstom repose sur une actualisation des redevances qui seraient versées par un tiers souhaitant utiliser la technologie Alstom.	1 211	59
b) <u>Carnet de commandes (backlog)</u>	520	26
Le backlog représente l'ensemble des prestations restant à servir sur les contrats signés (appréciation par secteur d'activité selon informations publiques disponibles). Celui identifié au 30/06/2006 n'est pas réévalué, un nouveau backlog a été valorisé au 30/09/2007 au titre de la part complémentaire acquise en 2007 (4,91%). Le backlog évalué l'exercice précédent continuant de s'écouler pour la part détenue à fin 2006. Le backlog a été valorisé sur la base du profit dégagé après rémunération des actifs supports nécessaires à la production de ce backlog (méthode du surprofit).		
c) <u>Autres actifs et passifs nets</u>	(1 136)	(56)
- Ils concernent pour l'essentiel les impôts différés liés aux réévaluations d'actifs opérées : - s/Total (avant goodwill)	2 491	122
f) <u>Goodwill résiduel de niveau Bouygues</u>	-	751
- Total net des affectations pratiquées (part du Groupe)		873

- Une charge d'amortissement nette de (8) a été prise en compte de résultat 2007 au titre des diverses réévaluations pratiquées (base 29,98% acquis).

2.6. METHODE DE CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES

2.6.1. Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.6.2. Etats financiers des entités étrangères

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Ecart de conversion » des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2.7. IMPOSITION DIFFEREE

Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passif. Elles résultent :

- des différences temporaires apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
 - sources d'impositions futures : (impôts différés passif) il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée... ;
 - sources de déductions futures : (impôts différés actif) sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement notamment...
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actif) ayant une réelle probabilité de récupération sur les exercices futurs.
 - Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes.
 - Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation.
 - L'imposition différée actif est présentée en actif non courant.

2.8. ACTIF NON COURANT

2.8.1. Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition sous déduction des amortissements et dépréciations cumulés. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs.

Principales durées d'utilisation retenues par secteur d'activité :

	CONSTRUCTION	MEDIAS	TELECOMS
- Terrains de gisements (carrières)	(1)		
- Constructions hors exploitation	10 à 40 ans	25 à 50 ans	-
- Constructions industrielles	10 à 20 ans	-	20 ans
- Installations techniques / matériels et outillages	3 à 15 ans	3 à 7 ans	5 à 10 ans (2)
- Autres immobilisations corporelles (Matériels de transport, et de bureau)	3 à 10 ans	2 à 10 ans (2)	

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durée d'utilisation différente, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts en actifs corporels.

Les profits et pertes sur cessions sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée ; ils sont inclus en « Autres produits et charges d'exploitation ».

(1) Ces terrains sont amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée globale d'amortissement ne puisse excéder 40 ans (Colas).

(2) selon type de matériels.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement ; elles peuvent être modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes.

Contrats de location :

Les contrats de locations d'immobilisations corporelles et accords contenant des contrats de locations au sens de l'interprétation IFRIC 4 pour lesquels le groupe Bouygues supporte substantiellement la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17.

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figure en dettes financières).

Les locations simples sont présentées dans les engagements hors bilan.

• Subventions reçues :

Les subventions d'investissement reçues (notamment de l'état) sont affectées au bilan en diminution de la valeur des immobilisations concernées, et amorties au rythme de ces actifs, dès lors qu'elles sont définitivement acquises.

2.8.2. Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable et sans substance physique. Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré),
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables, mais font l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture.

Elles comprennent :

- **Frais de développement :**

- conformément aux principes IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement,
- les frais de développement sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères de la norme IAS 38 (génération d'avantages économiques futurs, et coût évalué de façon fiable).

- **Concessions, brevets et droits assimilés :**

Ils incluent notamment pour Bouygues Telecom :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Durée
Frais de libération des fréquences GSM	linéaire	12 ans
Licence UMTS	linéaire	17,5 ans ⁽¹⁾
Logiciels / développements informatiques et bureautique	linéaire	3/5/8 ans

- ⁽¹⁾ **Licence UMTS :**

Depuis l'ouverture du réseau haut débit, le 26/5/2005 Bouygues Telecom amortit sa licence UMTS.

La redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de 20 ans, comporte :

- une part fixe de 619,2 millions d'euros qui dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002 a été inscrite en immobilisation incorporelle.
- une part variable de 1% calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération, et comptabilisée en charge de période.

2.8.3. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe concernent notamment le droit au bail et les droits audiovisuels (TF1).

- **Droits audiovisuels TF1 :**

Dans cette rubrique figurent : les parts de films et de programmes audiovisuels produits ou coproduits par TF1 Films Production, TF1-Vidéo, Glem et Téléma, les droits audiovisuels de distribution et de négoce de TF1 International, TCM DA, TF1 Entreprises et CIBY DA, ainsi que les droits musicaux détenus par Une Musique et Baxter.

Les droits audiovisuels sont comptabilisés à l'actif à leur coût historique. L'inscription en immobilisation et les modalités d'amortissement de ces droits se définissent comme suit :

Date d'inscription en immobilisation	Modalités d'amortissement		
	Part coproductions	Droits audiovisuels Distribution / Négoce	Droits musicaux
▪ Au dernier tour de manivelle	selon recettes minimum linéaires / 3 ans		
▪ Au visa d'exploitation	3 ans linéaire		
▪ A la signature du contrat		Distribution = 3 ans linéaire à minima, ou sur recettes. - négoce : 5 ans	2 ans 75 % 1 ^{ère} année 25 % 2 ^{ème} année

- La modalité d'amortissement retenue pour les films coproduits par TF1 Films Production et Téléma est conforme à la pratique du secteur : amortissement en fonction des recettes respectant une dotation minimale linéaire sur 3 ans.

- Une dépréciation des droits audiovisuels est comptabilisée individuellement, le cas échéant, lorsque les prévisions de recettes futures ne couvrent pas la valeur nette comptable de l'actif.

2.8.4. Suivi de la valeur des actifs immobilisés

L'évaluation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés, en conformité avec les principes comptables du Groupe, est effectuée chaque année ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. En particulier, la valeur au bilan des actifs incorporels (hors droits audiovisuels évalués selon les principes décrits ci-avant) et des écarts d'acquisition, est comparée à leur valeur recouvrable.

Afin de déterminer la valeur d'utilité, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (U.G.T) à laquelle ils appartiennent ou au regroupement d'U.G.T au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur d'usage de l'U.G.T est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (D.C.F) selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction du métier concerné, dans le cadre du cycle de management du Groupe,
- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital du groupe concerné (taux avant impôt),
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère le métier concerné, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à la valeur au bilan consolidé de ses actifs immobilisés (y compris goodwill). Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur au bilan s'avère supérieure à la valeur recouvrable de l'U.G.T et est imputée en priorité à la dépréciation du goodwill existant.

- **Informations sur les tests de dépréciation pratiqués :**

Filiales sur lesquelles un goodwill est présenté distinctement à l'actif du bilan :

Bouygues Telecom :

La valeur recouvrable de l'UGT Bouygues Telecom a été déterminée par un calcul de valeur d'utilité suivant la méthode DCF. Ce calcul a été réalisé sur la base de projections de flux de trésorerie sur une période de 3 ans correspondant au plan d'affaires du métier et approuvé par le management.

Le taux d'actualisation après impôts retenu a été de 6,50%. Les flux de trésorerie au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance perpétuel raisonnable et spécifique au secteur (selon prévisions de Cash flows sur 3 ans, et Cash flow normatif au-delà de cette période).

Une analyse de sensibilité du calcul à la valorisation des paramètres-clés n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

Colas :

La valeur recouvrable de l'UGT Colas a été déterminée par un calcul de la valeur d'utilité déterminé suivant la méthode DCF. Ce calcul a été réalisé sur la base de projections de flux de trésorerie sur une période de 3 ans correspondant au plan d'affaires du métier et approuvé par le management.

Le taux d'actualisation après impôts retenu a été de 6,48%. Les flux de trésorerie au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance perpétuel raisonnable et spécifique au secteur. (selon prévisions de Cash flows sur 3 ans, et Cash flow normatif au-delà de cette période).

Une analyse de sensibilité du calcul à la valorisation des paramètres-clés n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

TF1 :

La valeur recouvrable de l'UGT TF1 a été déterminée selon 2 approches :

- a) Référence au cours de clôture de la bourse au 31/12/2007 soit 18,30 euros : valeur supérieure à la valeur comptable de la participation.
- b) Calcul de la valeur d'utilité selon la méthode DCF. Le calcul a été réalisé sur la base de projections de flux de trésorerie sur une période de 3 ans correspondant au plan d'affaires de TF1, approuvé par le management (taux d'actualisation = 6,72%).

Les flux de trésorerie au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance perpétuel raisonnable et spécifique au secteur (selon prévisions de Cash flows sur 3 ans, et Cash flow normatif au-delà de cette période).

Une analyse de sensibilité du calcul à la valorisation des paramètres-clés n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

Mises en équivalence : tests de dépréciation du Goodwill :

Compte tenu du fait que le Goodwill inclus dans la valeur comptable d'une participation entreprise associée n'est pas présenté séparément, il ne fait pas individuellement l'objet de tests de dépréciation en application des dispositions d'IAS 36 ; la valeur comptable totale de la participation fait l'objet de tests de dépréciation en comparant sa valeur recouvrable (valeur la plus élevée entre valeur d'utilité et juste valeur nette de frais de cession) à sa valeur comptable, selon indices de perte de valeur.

Pour Alstom la juste valeur au 31/12/2007 estimée selon le cours de bourse à cette date, est très largement supérieure à sa valeur comptable.

- **Autres actifs immobilisés :** Pour les autres actifs immobilisés notamment ceux non amortissables, il existe une dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît.

2.8.5. Actifs financiers non courants

Outre les impôts différés actif affectés en actif non courant, les autres actifs financiers non-courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non aux participations et des immobilisations financières diverses : dépôts et cautionnements, participations diverses dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable.

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Prêts et créances à taux variable ; une réévaluation périodique des flux de trésorerie traduit l'évolution des taux d'intérêt du marché et modifie le taux d'intérêt effectif et donc la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

2.9. ACTIF COURANT

2.9.1. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (FIFO ou PMP selon activité) ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, les provisions pour dépréciation nécessaires sont comptabilisées.

2.9.2. Programmes et droits de diffusion (TF1)

Afin de sécuriser les grilles de programmes pour les années futures, le groupe TF1 souscrit des contrats fermes, parfois pluriannuels, d'acquisition de programmes et de droits de retransmissions sportives en vertu desquels les contreparties s'engagent à fournir les programmes et droits correspondants.

La valorisation de ces contrats est la suivante :

Programmes et droits de diffusion :

Les contrats d'acquisitions de droits non comptabilisés en stocks à la date de clôture sont valorisés pour leur montant contractuel ou pour le montant estimé du décaissement futur, déduction faite des versements d'acomptes dont ils ont fait l'objet, qui figurent au bilan en acomptes fournisseurs.

Droits de retransmissions sportives :

Les acquisitions de droits de retransmissions sportives qui ont donné lieu à une commande ferme du Groupe antérieurement à la clôture de l'exercice, sont valorisées pour leur montant contractuel à concurrence des montants non payés à la clôture de l'exercice.

Un programme est considéré comme diffusable et inscrit en stock dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies : l'acceptation technique (pour la production propre et la production externe) et l'ouverture des droits (pour la production externe). Préalablement à la réalisation de ces deux conditions, les acomptes versés au titre des acquisitions de programmes sont enregistrés en acompte fournisseurs.

La rubrique « programmes et droits de diffusion » du bilan intègre :

- la production propre, constituée des émissions réalisées par les sociétés du groupe TF1 pour l'antenne TF1,
- la production externe, constituée des droits de diffusion acquis par les chaînes du Groupe, et de la part coproducteur relative aux émissions réalisées pour le compte des chaînes du Groupe.

La production externe non diffusée dont les droits ont expiré fait l'objet d'une « réforme » comptabilisée dans le résultat opérationnel courant.

Les principes de valorisation des programmes et droits de diffusion sont les suivants :

- la production propre est valorisée à son coût global de production (coûts directs augmentés d'une quote-part de frais indirects de production) ;
- les droits de diffusion et les coproductions sont valorisés à leur coût d'acquisition, diminué, à la clôture de chaque exercice, des consommations de l'exercice.

Les programmes de TF1 SA (qui constituent la part prépondérante des stocks de programmes du Groupe) sont réputés consommés lors de leur diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour une diffusion unique, ils sont consommés intégralement lors de leur diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour deux diffusions ou davantage, ils sont consommés de la manière suivante selon le type de programme :

	Type de programmes		
	Fictions d'une durée au moins égale à 52 minutes	Films, téléfilms, séries, dessins animés	Autres programmes et droits de diffusion
1 ^{ère} diffusion	80%	50%	100%
2 ^{ème} diffusion	20%	50%	-

Les « Autres programmes et droits de diffusion » du tableau ci-dessus comprennent des programmes jeunesse (hors dessins animés), des variétés, du théâtre, des magazines / documentaires, de l'information, des sports et des fictions d'une durée unitaire inférieure à 52 minutes.

Un programme fait l'objet d'une dépréciation lorsqu'il est probable qu'il ne sera pas diffusé.

2.9.3. Clients et comptes rattachés

Les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage),
- les « Facturations à établir » correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

2.9.4. Autres créances courantes

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2.10. INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence, sur leur compte de résultat, des variations de change et de taux d'intérêt. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

2.10.1. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Exposition au risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles et plus généralement aux risques « pays ».

Exposition au risque de taux

Le résultat financier du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt. L'essentiel de son endettement est à taux fixe grâce à des emprunts obligataires à taux fixe et à un portefeuille d'instruments de couverture de taux permettant de transformer la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les dettes financières à taux variable figurant au bilan sont, en moyenne sur l'exercice, inférieures à la trésorerie disponible placée également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe ne serait que peu affecté par une fluctuation des taux d'intérêts européens ou par une évolution divergente de ceux-ci par rapport aux taux d'intérêt dans les principales devises hors de la zone euro.

2.10.2. Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à termes de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; swaps de taux d'intérêt, future rate agreements, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

2.10.3. Règles de couverture

En matière de risque de change

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

Dans un souci de rationalisation, les positions de change de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée, et, le cas échéant, les positions symétriques peuvent être compensées.

En matière de risque de taux

Le principe est de couvrir, au niveau de chaque sous-groupe, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

L'objectif est de sécuriser le résultat financier futur en fixant le coût de leur dette par des swaps, des future rate agreements ou en le limitant par des caps, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Comme pour le risque de change, toujours dans un but de rationalisation, les positions de taux de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et partiellement compensées.

2.10.4. Méthodes de comptabilisation

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Le Groupe procède alors suivant le cas, à deux types de comptabilisation :

- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat,
- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en compte de résultat pour la partie non efficace et en capitaux propres (jusqu'au dénouement de l'opération) pour la partie efficace.

2.11. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés ; aucun profit ni perte résultant de l'annulation n'affecte le compte de résultat.

Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, il est constaté un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe sur celle-ci.

Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les écarts de change intervenus depuis le 01/01/2004, date de remise à zéro de la réserve par virement à la rubrique « Report à nouveau ».

Information sur la gestion du capital (amendement à IAS 21) :

L'objectif de la Direction Générale de Bouygues est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net / capitaux propres raisonnable,
- de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Ce niveau peut toutefois varier sur une période limitée, en particulier si un investissement présentant un intérêt stratégique fort pour le Groupe se présentait.

A cette fin, le plan d'affaires constitue un des outils de pilotage du Groupe qui permet à la société mère d'appréhender la situation de chacun des métiers comme de l'ensemble du Groupe, et son incidence sur les capitaux propres consolidés.

Dans la ligne des principes énoncés ci-dessus, le Groupe laisse une certaine autonomie aux filiales des métiers et à leur société mère pour gérer leurs capitaux propres en fonction de leurs objectifs et besoins, dans la mesure où les activités variées des métiers nécessitent des niveaux de capitaux propres qui peuvent être différents.

Par endettement net, le Groupe entend l'ensemble des dettes financières, y compris instruments financiers passifs liés aux dettes et placements financiers, minoré de la trésorerie et équivalents de trésorerie, et des instruments financiers liés.

2.12. PASSIF NON COURANT

2.12.1. Dettes financières non courantes

(part à plus d'un an)

A l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions payées ou reçues entre les parties au contrat.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

2.12.2. Provisions non courantes

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation.

En général ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation des entreprises (cf. provisions courantes).

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée,
- les provisions relatives aux redressements fiscaux notifiés, amendes du Conseil de la concurrence,
- les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe, notamment à l'étranger, tels que repli définitif des chantiers, risques et charges divers,
- Provisions pour frais de remise en état des sites,

- Avantages du personnel :

- Les provisions pour médailles du travail.
- Les provisions créées au titre des indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ». L'évaluation sur la base conventionnelle à chaque métier tient compte :

- ✓ du statut, de l'âge et de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel,
 - ✓ du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties par métier, tranches d'âge et catégories,
 - ✓ des salaires et appointements moyens incluant primes, gratifications et avantages en nature, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
 - ✓ d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
 - ✓ d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
 - ✓ d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie.
- Provisions pour pensions à verser (selon pays et modalités applicatives).

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès d'organismes externes : caisses de retraite publiques ou privées, et compagnies d'assurance (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois, (dans le groupe Colas notamment), quelques régimes à prestations définies (Royaume-Uni, Irlande et Canada) ; ces régimes (fonds de pensions) ne concernent qu'un nombre limité de salariés, puisqu'il a été décidé il y a quelques années que ces fonds n'accueilleraient plus de nouveaux cotisants du Groupe.

- Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflète la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles ; le taux d'actualisation a été déterminé par rapport au taux de marché attendu à la date de clôture, en considérant le calendrier estimé de versements des prestations.

Depuis l'exercice 2007, le Groupe prend en compte en capitaux propres consolidés la variation des droits résultant des modifications sur hypothèses actuarielles (voir note 2.3)

2.13. PASSIF COURANT

2.13.1 Avances et acomptes reçus sur commandes

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

2.13.2. Provisions courantes

- Provisions liées au cycle normal d'exploitation des métiers. Elles comprennent pour l'essentiel :
 - ✓ Provisions pour risques chantiers travaux, SEP...,
 - ✓ Provisions pour restructuration,

- Provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats :
Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment les réclamations acceptées par le client ; elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.
- Provisions pour coût de démantèlement et de remise en état des sites (Bouygues Telecom) :
Les coûts de démantèlement et de remise en état des sites, encourus du fait de l'obligation contractuelle incombant à l'entreprise en raison d'une dégradation immédiate de l'environnement, font l'objet d'une provision.
Cette provision est évaluée de façon statistique sur la base du nombre de sites concernés, d'un coût unitaire de démantèlement dépendant de la typologie des sites et selon échéances probables de démantèlement.
Cette provision est actualisée au taux de 4,5%.
Lorsqu'un site fait l'objet d'un démantèlement, la provision correspondante est reprise.

2.13.3. Fournisseurs et autres créiteurs courants

En raison de leur caractère à court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.14. COMPTE DE RESULTAT

Comme le permet la norme IAS 1 : « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature. Le Groupe a appliqué la recommandation du CNC 2004-R-02 du 27 octobre 2004 pour la présentation du compte de résultat ; le compte de résultat par destination est présent en annexe : note 16.

2.14.1. Définition des produits de l'activité

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable,
- le montant des revenus peut être mesuré de manière fiable,
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Bouygues Telecom :

Le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom est constitué de prestations de service et de ventes de terminaux.

Prestations de services

La facturation des forfaits et des services commerciaux est établie terme à échoir, soit avec un mois d'avance et est constatée en chiffre d'affaires *pro rata temporis*.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au roaming et à l'interconnexion est enregistré sur la période de consommation.

Le chiffre d'affaires généré par les cartes prépayées est enregistré lors de la vente des cartes aux distributeurs et différé jusqu'à l'activation des cartes, puis corrigé des réserves non utilisées.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+, numéros spéciaux et i-mode, ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice ; seule la marge représentant les peines et soins figure en chiffre d'affaires.

Ventes de terminaux

Les ventes de terminaux sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs et la marge correspondante est neutralisée jusqu'à l'activation de la ligne du client.

Rémunération des distributeurs

L'ensemble des rémunérations des distributeurs sont comptabilisées en charges.

2.14.2. Comptabilisation des contrats à long terme

Activités de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traitée selon la méthode dite à « l'avancement » :

Le produit pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client.

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique « Provisions courantes ». La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

Activité immobilière

Les règles d'appréciation de l'activité sont les suivantes :

Le chiffre d'affaires des opérations immobilières est appréhendé selon la méthode de l'avancement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- permis de construire purgé de tous recours,
- vente notariée ou contrat de promotion signé,
- marché de travaux signé (ordre de service donné).

Le taux d'avancement est déterminé sur la base des coûts travaux engagés par rapport aux coûts travaux prévisionnels et des opérations.

Des charges pour finition des programmes immobiliers sont prises en compte, sur ce type de transactions, en fonction de leur stade d'avancement.

L'ensemble des charges financières liées aux opérations immobilières en cours ou terminées est pris en charges dans l'exercice de leur engagement.

2.14.3. Résultats sur opérations faites en commun

Ces résultats sont présentés en rubrique : Autres Produits et Charges d'exploitation ; ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant de sociétés non consolidées, liés à l'exploitation des postes de fabrication de produits routiers ou asphaltiques ; ils font partie intégrante du résultat opérationnel courant.

2.14.4. Paiement en actions

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux ou à des salariés du Groupe, sont comptabilisées dans les états financiers selon modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées (correspondant à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues) est comptabilisée en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Cette charge de personnel est évaluée à la date d'attribution des options à partir du modèle de Black & Scholes. Elle fait l'objet d'un étalement sur la durée d'acquisition des droits. Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 font l'objet de ce retraitement et ce, conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2.

2.15. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Il est présenté selon IAS 7 et la recommandation CNC 2004-R-02.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.16. ENGAGEMENTS HORS BILAN

La synthèse des obligations contractuelles et engagements commerciaux du Groupe figure en note 18.

2.17. INDICATEURS FINANCIERS

Définition des principaux indicateurs financiers :

2.17.1. EBITDA

Résultat opérationnel courant corrigé des dotations nettes aux amortissements / provisions, et dépréciations (après reprises sur provisions / dépréciations utilisées ou non).

2.17.2. Cash flow libre

Il est égal à la capacité d'autofinancement diminué des investissements nets d'exploitation de l'exercice.

2.17.3. Endettement financier net

Il résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- soldes créditeurs de banque,
- dettes financières non courantes et courantes,
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

2.18. ETATS DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES

Après prise en compte de l'option IAS 19 cet exercice par le Groupe au titre des écarts actuariels affectés directement aux capitaux propres, et conformément aux prescriptions à cet égard, le groupe présente l'état des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ; il fait apparaître un résultat net comparatif incluant les charges et produits concernés (état SORIE).

2.19. AUTRES INFORMATIONS

Comparabilité des états financiers (en normes IFRS) :

- Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués au 31 décembre 2007 en normes IFRS, sont dans leur ensemble, ceux du 31 décembre 2006 à l'exception des changements des méthodes significatifs détaillés en note 2 de l'annexe 2.
- Les états financiers comparatifs de l'exercice 2006 tiennent compte des changements de méthode indiqués, notamment en capitaux propres et résultats.

- Les états ci-après présentent les impacts essentiels intervenus au titre des changements de méthodes comptables rétrospectifs :

A/ Bilan 2006/2007

ACTIF	FLUX 2007		2006 AVANT CHANGEMENT	CHANGEMENT DE METHODES 2006		2006 APRES CHANGEMENT
	ECARTS ACTUARIELS	PROVISION FIDELISATION		ECARTS ACTUARIELS	PROVISION FIDELISATION « GRAND PUBLIC »	
Actifs Non Courants						
- Entités Associées	46		/	/	/	/
- Impôts différés actifs et créances fiscales LT	(4)		271	2	(57)	216
Total Actif	42	0		2	(57)	

PASSIF	FLUX 2007		2006 AVANT CHANGEMENT	CHANGEMENT DE METHODES 2006		2006 APRES CHANGEMENT
	ECARTS ACTUARIELS	PROVISION FIDELISATION		ECARTS ACTUARIELS	PROVISION FIDELISATION « GRAND PUBLIC »	
Capitaux Propres						
- Réserves (Part Groupe) :			} 5 347	(7) { (14) 7 0	91	} 5 439
. Changements de méthodes au 01/01/2006						
. Variations de l'exercice	58					
- Résultats (Part Groupe)				8		
Intérêt Minoritaires :			1 146		<u>10</u> S/T 109	1 156
Provisions Non Courantes			1 432			1 441
- Provisions indemnités fin de carrière et autres avantages au personnel	(16)		397	9		Dont : └─ 406
Provisions courantes			690			524 Dont :
- Provisions fidélisation clients (Bouygues Telecom)			177		(166)	└─ 11
Total Passif	42	0		2	(57)	/

B/ Compte de résultat 2006 :

- Changement de méthode comptable relatif à la provision fidélisation clients chez Bouygues Telecom. Impact sur le résultat net : +8.
- Changement de méthode comptable relatif aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies (IAS 19) : Aucun impact sur le CR.

	2006		
	CR Publié 2006	changement de méthode: provision fidélisation « Grand Public »	CR 2006 après changement
<i>. Chiffre d'affaires</i>	26 408		26 408
<i>. Dotations nettes aux provisions et dépréciations</i>	(384)	12	(372)
<i>. Résultat opérationnel courant</i>	1 921	12	1 933
<i>. Résultat opérationnel</i>	1 877	12	1 889
<i>. Coût de l'endettement financier net</i>	(200)		(200)
<i>. Charge d'impôt</i>	(555)	(4)	(559)
<i>. Résultat net</i>	1 582	8	1 590
<i>. Résultat net part du Groupe</i>	1 246	8	1 254

L'actif non courant réparti par métier figure en note 16 : "Information sectorielle"

3.1. Synthèse des investissements consolidés nets de l'exercice (exploitation et financier)

	2007	2006
Immobilisations corporelles	1,570	1,529
Immobilisations incorporelles	217	171
Investissements opérationnels	1,787	1,700
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	2,195	2,687
Investissements consolidés	3,982	4,387
Cessions d'actifs non courants	(208)	(336)
Investissements nets	3,774	4,051

3.2 Analyse des variations nettes de l'exercice

3.2.1 Immobilisations corporelles

5,564

Brut	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
01/01/06	1,413	7,450	1,701	152	10,716
Ecart de conversion	(18)	(61)	(23)	(3)	(105)
Virements de rubriques et autres	26	88	7	(123)	(2)
Changements de périmètre	(22)	35	9	7	29
Investissements et autres augmentations	226	796	270	237	1,529
Cessions et réductions diverses	(16)	(312)	(121)	(1)	(450)
31/12/06	1,609	7,996	1,843	269	11,717
dont locations financements	22	84	123		229
Flux 2007					
Ecart de conversion	(14)	(53)	(16)	(2)	(85)
Virements de rubriques et autres	61	107	28	(178)	18
Changements de périmètre	51	160	33	(7)	237
Investissements et autres augmentations (1)	89	915	301	265	1,570
Cessions et réductions diverses	(20)	(368)	(140)		(528)
31/12/07	1,776	8,757	2,049	347	12,929
dont locations financements	29	94	105		228

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
01/01/06	(464)	(4,475)	(1,162)		(6,101)
Ecart de conversion	4	39	15		58
Virements de rubriques et autres	(1)	(5)	5		(1)
Changements de périmètre	10	(13)	(8)		(11)
Cessions et réductions diverses	6	286	113		405
Dotations et reprises	(51)	(761)	(216)		(1,028)
Perte de valeur comptabilisée					
Reprise de perte de valeur					
31/12/06	(496)	(4,929)	(1,253)		(6,678)
dont locations financements	(6)	(45)	(98)		(149)
Flux 2007					
Ecart de conversion	4	31	9		44
Virements de rubriques et autres	(3)		5		2
Changements de périmètre	(14)	(80)	(21)		(115)
Cessions et réductions diverses	6	312	133		451
Dotations et reprises	(61)	(782)	(226)		(1,069)
Perte de valeur comptabilisée					
Reprise de perte de valeur					
31/12/07	(564)	(5,448)	(1,353)		(7,365)
dont locations financements	(8)	(59)	(88)		(155)

Net	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
31/12/06	1,113	3,067	590	269	5,039
dont locations financements	16	39	25		80
31/12/07	1,212	3,309	696	347	5,564 (2)
dont locations financements	21	35	17		73

(1) dont Bouygues Telecom :

Investissement réseau pour + 467

(2) dont subventions d'investissements affectées en réduction des immobilisations corporelles : (119)

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes ainsi que les investissements d'exploitation par métier et zone géographique sont détaillés en note 16 : "Information sectorielle".

3.2.2. Immobilisations incorporelles

1,073

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
01/01/06	0	1,110	1,047	2,157
Ecarts de conversion	0	0	(1)	(1)
Virements de rubriques et autres	149	(145)	(4)	0
Changements de périmètre	0	(22)	6	(16)
Investissements et autres augmentations	24	53	82	159
Cessions et réductions diverses	0	(6)	(9)	(15)
31/12/06	173	990	1,121	2,284
Flux 2007				
Ecarts de conversion	0	0	(3)	(3)
Virements de rubriques et autres	(9)	9	(10)	(10)
Changements de périmètre	0	12	80	92
Investissements et autres augmentations	21	37	159	217
Cessions et réductions diverses	0	(18)	(9)	(27)
31/12/07	185	1,030 ⁽¹⁾	1,338	2,553

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
01/01/06	0	(303)	(798)	(1,101)
Ecarts de conversion	0	0	1	1
Virements de rubriques et autres	(75)	73	0	(2)
Changements de périmètre	0	13	(4)	9
Cessions et réductions diverses	0	6	5	11
Dotations et reprises	(28)	(69)	(83)	(180)
Perte de valeur comptabilisée	0	0	0	0
Reprise de perte de valeur	0	0	0	0
31/12/06	(103)	(280)	(879)	(1,262)
Flux 2007				
Ecarts de conversion	0	0	1	1
Virements de rubriques et autres	10	(13)	7	4
Changements de périmètre	0	(3)	(56)	(59)
Cessions et réductions diverses	0	16	4	20
Dotations et reprises	(29)	(71)	(84)	(184)
Perte de valeur comptabilisée	0	0	0	0
Reprise de pertes de valeur	0	0	0	0
31/12/07	(122)	(351)	(1,007)	(1,480)

Net	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31/12/06	70	710	242	1,022
31/12/07	63	679	331	1,073

⁽¹⁾ dont Bouygues Telecom licence UMTS : 619 → modalités d'amortissement : voir note 2

Evolution de la valeur nette au 31 décembre 2007 : + 342 (entités intégrées uniquement hors entités associées)

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
01/01/06	4,641	(23)	4,618
Changements de périmètre	171		171
Dotations		(16)	(16)
Autres mouvements	8		8
31/12/06	4,820	(39)	4,781
Flux 2007			
Changements de périmètre	351 ⁽¹⁾		351
Dotations		(2)	(2)
Autres mouvements	(11)	4	(7)
31/12/07	5,160	(37)	5,123

⁽¹⁾ dont principales acquisitions 2007 :

Colas :	Spie Rail (Colas Rail)	180
By Construction :	Groupe Mibag (ETDE)	46
	Karmar (By batiment international)	34
	Groupe Warings (Ent.France Europe)	25

Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

<u>Métiers</u>	31/12/07		31/12/06	
	Total	% de la mère	Total	% de la mère
Bouygues Construction ⁽¹⁾	326	99.97%	224	99.97%
Colas ⁽²⁾	1,052	96.44%	827	96.49%
TF1 ⁽²⁾	1,094	43.06%	1,085	42.92%
Bouygues Telecom ⁽²⁾	2,651	89.55%	2,645	89.55%
Autres activités				
Total Bouygues	5,123		4781	

⁽¹⁾ Goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

⁽²⁾ Goodwill sur filiales acquises par le métier + goodwill sur acquisitions réalisées par Bouygues SA

Prix de revient consolidé des actions cotées :

	Prix de revient consolidé par action	Cours de clôture de l'action au 31/12/07
TF1	12.40	18.30
Colas	76.56	309.50
Alstom	83.26	147.00

• Les tests de valeur réalisés, selon méthodes décrites en note 2 ne font pas apparaître d'indices de perte de valeur des actifs incorporels et goodwill rattachés aux unités génératrices de trésorerie du Groupe (métiers).

3.2.4. Actifs financiers non courants :

5,841

● Ces actifs financiers non courants incluent :

- Entités associées (mises en équivalence)
- Autres actifs financiers non courants

	Valeur brute			Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur Nette	Actifs d'impôts différés non courants
	Entités associées (1)	Autres actifs non courants Participations non consolidées	Autres actifs non courants				
01/01/06	499	211	206	916	(136)	780	375
changements de méthode							(52)
01/01/06 (*)	499	211	206	916	(136)	780	323
Ecart de conversion	(1)			(1)		(1)	(1)
Virements de rubriques et autres	7	13	(11)	9	(8)	1	
Charges et produits affectés (*) directement en capitaux propres							(3)
Changements de périmètre	2,356	15	608	2,979	(34)	2,945	2
Investissements et autres augmentations	150	39	268	457		457	7
Cessions et réductions diverses	(51)	(43)	(43)	(137)		(137)	(4)
Dotations et reprises					(18)	(18)	(108)
31/12/06	2,960	235	1,028	4,223	(196)	4,027	216
Flux 2007							
Ecart de conversion	(1)	(4)	(8)	(13)	1	(12)	(2)
Virements de rubriques et autres	20		2	22	(7)	15	(7)
Charges et produits affectés directement en capitaux propres							(8)
Changements de périmètre	1,229	32	(6)	1,255	(1)	1,254	13
Investissements et autres augmentations	290	20	148	458		458	13
Cessions et réductions diverses	(85)	(11)	(38)	(134)	24	(110)	
Dotations et reprises					(16)	(16)	
31/12/07	4,413	272	1,126	5,811	(195)	5,616	225
Dont amorts et provisions	(20)	(121)	(54)	(195)			
Valeur nette	4,393	151	1,072	5,616			225

(1) y compris goodwill sur entités associées : 2 714

(*) Retraitement rétrospectif au 01/01/2006 de l'option IAS 19 révisé et application par anticipation de l'IFRIC 13 (provision fidélisation). (Voir impacts des changements de méthodes en note 2.)

● Détail des composantes de la valorisation au 31/12/07	Quote-part s/ capitaux propres	Quote - part Résultat exercice	Goodwill sur entreprises associées	Valeur nette
01/01/06	361		136	497
Ecarts de conversion	(1)			(1)
Virements de rubriques et autres	15			15
Investissements et augmentation de capital	747		1,616	2,363
Résultat		136		136
Cessions et réductions diverses	(51)		(1)	(52)
Dotations		(18)		(18)
31/12/06	1,071	118	1,751	2,940
Flux 2007				
Ecarts de conversion	(1)			(1)
Virements de rubriques et autres	20			20
Affectation du résultat n-1	118	(118)		
Investissements et augmentation de capital	324		963 ⁽²⁾	1,287
Résultat		265		265
Cessions et réductions diverses	(110)			(110)
Dotations		(8)		(8)
31/12/07	1,422	257	2,714	4 393⁽¹⁾

⁽¹⁾ dont : - Alstom = 3 573
- Cofiroute (Colas) = 419
(voir ci-après)

⁽²⁾ dont : - Alstom = 751 (achat par Bouygues de 4,91% en 2007) ; goodwill total 2006/2007 : 2 367

Le groupe Bouygues détient plusieurs participations dans des entreprises associées dont la liste est fournie en note 25 (liste détaillée du périmètre au 31 décembre 2007).

Principales entités associées :

	31/12/06	Flux nets 2007	31/12/07	Dont quote-part de résultats
Alstom	2,413	1,160	3,573	179 ⁽¹⁾
BTP				
Sociétés concessionnaires d'ouvrages	60	18	78	12
Filiales diverses	6	(1)	5	(5)
Routes				
Cofiroute	393	26	419	58
Filiales diverses	28	27	55	5
Média	40	213	253	8
Autres filiales		10	10	
Total	2,940	1,453	4,393	257

⁽¹⁾ contribution nette d'amortissement 2007 de la survaleur (base 29,98%)

Les montants globaux au titre des éléments d'actif et de passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous, pour les principales entités associées.

Montants exprimés à 100%	31/12/07	
	Alstom (1)	Cofiroute
Actif non courant	8,057	5,352
Actif courant	12,646	678
Actifs en cours de cession		
Total actif	20,703	6,030
Capitaux propres	1,831	1,728
Passif non courant	3,323	3,672
Passif courant	15,549	630
Passifs en cours de cession		
Total passif	20,703	6,030
Chiffre d'affaires	8,004	1,039
Résultat opérationnel courant	573	559
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		
Résultat net	392	349
Résultat net part du groupe	388	349

Montants exprimés à 100%	31/12/06	
	Alstom (2)	Cofiroute
Actif non courant	8,224	4,915
Actif courant	11,112	699
Actifs en cours de cession		
Total actif	19,336	5,614
Capitaux propres	1,375	1,570
Passif non courant	4,295	3,472
Passif courant	13,666	572
Passifs en cours de cession		
Total passif	19,336	5,614
Chiffre d'affaires	14,208	966
Résultat opérationnel courant	957	510
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		
Résultat net	538	301
Résultat net part du groupe	547	301

(1) Etats financiers du 1^{er} semestre publiés au 30 septembre 2007 par Alstom (clôture annuelle au 31 mars)

(2) Etats financiers au 31 mars 2007

3.2.4.2 Autres actifs financiers non courants

1,223

- Participations non consolidées : 151
- Autres actifs financiers non courants : 1,072

3.2.4.2.1 Principales participations non consolidées nettes au 31 décembre 2007

Participations	31/12/07								31/12/06
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	% de détention	Total Actif	Total passif courant et non courant	Total chiffre d'affaires	Résultat net	Valeur nette
Sociétés françaises									
Foncière du point du jour	10	7	3	100.0%	3	-	-	1	3
Périphérique de Lyon	9	7	2	39.0%	4	-	-	-	1
Sylver	4		4	49.0%					4
CATC	2		2	99.8%	-	-	-	-	2
Sociétés d'enrobés ou de liants (Colas) ⁽¹⁾	13	2	11		-	-	-	-	12
Filiales et participations françaises diverses	61	30	31		-	-	-	-	43
Sous-total	99	46	53						65
Sociétés étrangères									
IEC Investments (Hong Kong)	43		43	13.0%	218	11	26	(8)	
Socoprism (Côte d'Ivoire)	13		13	64.0%	22	-	-	-	13
A1- International (Pays Bas)	13		13	50.0%	-	-	-	-	13
Ma Chang (Corée du Sud)	10		10	27.0%	168	139		(1)	9
CCIB (Roumanie)	6	6	0	22.0%	-	-	-	-	0
VSL corporation (USA)	22	22	0	100.0%		1			
Sociétés d'enrobés ou de liants (Colas) ⁽¹⁾	2	1	1		-	-	-	-	1
Filiales et participations étrangères diverses	64	46	18		-	-	-	-	13
Sous-total	173	75	98						49
Total	272	121	151						114

⁽¹⁾ Les informations sur les "Enrobés asphaltiques de Colas" et les "filiales et participations diverses" françaises et étrangères ne sont pas détaillées car regroupant un certain nombre de sociétés (non significatives au plan individuel).

3.2.4.3. Autres actifs financiers non courants

1,072

Les actifs incluent les principales natures ci-après :

● Actif financier Canal + France (apport TPS)	666 ⁽¹⁾
● Créances rattachées à des participations	196 ⁽²⁾
● Prêts et créances immobilisés	56
● Autres immobilisations financières :	154
soit :	
- Dépôts et cautionnements	136
- Autres titres immobilisés	18 ⁽³⁾

⁽¹⁾ TF1 a désigné lors de sa comptabilisation initiale en 2006 l'actif financier Canal+ France reçu en échange de l'apport des titres TPS comme un actif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Cet actif représente 9,9% du capital de Canal + France assortis d'une option de vente exerçable en février 2010.

La variation de la juste valeur de cet actif au 31 décembre 2007 est de + 37 millions d'euros, portant la valeur de l'actif financier à 666 millions d'euros.

Cette variation de valeur est constatée en " Autres produits et charges financiers ".

⁽²⁾ essentiellement créance non courante sur Alstom Hydro holding :

En octobre 2006, Bouygues a acquis auprès d'Alstom 50% de la société Alstom Hydro Holding (activité hydroélectrique d'Alstom) pour un montant de 150 millions d'euros.

Aux termes des accords signés avec Alstom les 29 septembre 2006 et 31 octobre 2006 :

- Alstom dispose de droits spécifiques, notamment en cas de désaccord entre actionnaires,

- Bouygues dispose de la faculté de revendre ses titres en novembre 2009, ou avant en cas de désaccord avec Alstom :

. Au prix de 175 millions d'euros,

. En échange de 2,2 millions d'actions Alstom ou leur contre-valeur en euros.

En conséquence, Alstom a le contrôle exclusif de la société Alstom Hydro Holding ; cette participation n'est pas consolidée dans le groupe Bouygues, elle est comptabilisée en créance non courante pour 160 millions d'euros au 31 décembre 2007 ; en raison de la stratégie industrielle à long terme qui prévaut dans les relations entre Bouygues et Alstom, le groupe ne comptabilise pas comme instrument financier, le droit d'échanger sa créance contre des titres Alstom (option d'achat en octobre 2009).

La volatilité induite par une comptabilisation de ce type aurait eu un impact global estimé à + 57 M€ pour 2007, soit un cumul de + 107 M€ correspondant à la valeur intrinsèque nette de l'option d'achat au 31 décembre 2007.

⁽³⁾ Principales valeurs figurant en "Autres titres immobilisés" :

- Fonds communs de placement	10
- Autres montants inférieurs à 2 millions d'euros	8
	<hr/>
	18

Répartition par nature des participations non consolidées et des autres actifs financiers non courants (hors entités associées)

1,223

	Actifs financiers disponibles à la vente (1)	Prêts et créances (3)	Actifs évalués à la juste valeur (2)	Actifs détenus jusqu'à l'échéance (3)	Total
31/12/06	96	231	631	129	1,087
Flux 2007	43	32	44	17	136
31/12/07	139	263	675	146	1,223
Échéance à moins d'1 an		27	2	2	31
Échéance entre 1 et 5 ans	28	32	666	4	730
Échéance supérieure à 5 ans	111	204	7	140	462

⁽¹⁾ Impact de réévaluation affectée en capitaux propres

⁽²⁾ Incidence de réévaluation affectée au compte de résultat

⁽³⁾ Comptabilisation au coût amorti

Participations dans les coentreprises

Le groupe Bouygues détient plusieurs participations dans des coentreprises dont la liste est fournie en note 25 (Liste détaillée du périmètre au 31 décembre 2007).

Montants cumulés inclus à l'actif / passif et chiffre d'affaires :

Quote-part Bouygues	31/12/07	31/12/06
Actif non courant	164	147
Actif courant	1,135	1,067
Total actif	1,299	1,214
Capitaux propres	196	83
Passif non courant	440	100
Passif courant	663	1,031
Total passif	1,299	1,214
Chiffre d'affaires	1,450	1,287
Résultat opérationnel	98	70
Résultat net	104	68

3.2.5. Actifs d'impôts non courants

225

Voir détail en note 7

4.1. Stocks

2,763

Stocks	Brut	31/12/07		Brut	31/12/06	
		Dépréciation (1)	Net		Dépréciation (1)	Net
Stocks : matières, approvisionnements et produits finis, et stocks sur opérations immobilières	2,356	(93)	2,263	1,826	(79)	1,747
Programmes et droits de diffusion (TF1)	664	(164)	500	693	(142)	551
Total	3,020	(257)	2,763	2,519	(221)	2,298

(1) dont : Dotations (123) (77)
Reprises 89 (a) 85

(a) dont : reprise sur stock de promotion immobilière (Bouygues Immobilier) 12

Grilles de programmes des années futures non encore comptabilisées.

L'échéancier des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de droits de retransmissions sportives est le suivant : (voir note 2 détaillée).

	Échéances			Total 2007	Total 2006
	à moins d'un an	de un à cinq ans	A plus de cinq ans		
. Programmes et droits de télédiffusion (a)	463	754	120	1,337	1,290
. Droits de retransmissions sportives	222	499	91	812	951
Total	685	1,253	211	2,149	2,241

(a) 2007 : Une partie de ces contrats est libellée en devises : 7,8 millions d'euros en CHF, 36,9 millions d'euros en GBP et 405,7 millions d'euros en USD.

4.2 Avances et acomptes versés sur commandes

363

	Brut	31/12/07 Dépréciation	Net	Brut	31/12/06 Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	367	(4)	363	337	(4)	333

4.3. Clients / actif d'impôts / autres créances

9,277

	Brut	31/12/07 Dépréciation	Net	Brut	31/12/06 Dépréciation	Net
<u>Créances clients et comptes rattachés</u> (Clients, factures à établir)	7,250	(339)	6,911	6,586	(334)	6,252
<u>Actifs d'impôts courants</u> (Créances fiscales)	84	(3)	81	42	(2)	40
<u>Autres créances et comptes de régularisation :</u>						
Autres créances opérationnelles (Personnel, organismes sociaux, états et autres créances)	1,519	(35)	1,484	1,377	(23)	1,354
Créances diverses	694	(85)	609	528	(96)	432
Paiements d'avance	192		192	166		166
Sous Total	2,405	(120)	2,285	2,071	(119)	1,952
Total	9,739	(462)	9,277	8,699	(455)	8,244

Dans le cadre de la norme IFRS 7 applicable en 2007, nous présentons ci-après les soldes des encours de la rubrique clients et comptes rattachés répartie par période d'ancienneté.

Répartition des créances clients nettes entre encours non échus et encours échus (échancier de paiement) au 31/12/2007

	Encours Non échus	0 à 6 mois	Encours échus 6 à 12 mois	> 12 mois	Total
Créances clients et comptes rattachés	5,056	1,592	244	358	7,250
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(8)	(66)	(51)	(214)	(339)
Total créances clients et comptes rattachés	5,048	1,526	193	144	6,911

L'analyse des créances échues de plus de 12 mois mais non dépréciées n'a pas révélé de risque de crédit complémentaire (TVA récupérable, compensation avec des dettes fournisseurs ...).

4.4 Instruments financiers actifs

38

Voir note 17 sur les instruments financiers

4.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

3,386

Trésorerie et équivalents de trésorerie active	31/12/07			31/12/06		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Disponibilités	905		905	669		669
Valeurs mobilières de placement	2,487	(6)	2,481 ⁽¹⁾	3,110	(3)	3,107
Total	3,392	(6)	3,386	3,779	(3)	3,776

- Les valeurs mobilières de placement sont détenues pour 2 268 par Bouygues SA
- Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères de premier rang.
- Les disponibilités et équivalents de trésorerie peuvent être facilement convertis en numéraire.

(1) Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à la juste valeur avec contrepartie en résultat pour l'essentiel.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants au 31 décembre 2007 :

	31/12/07	31/12/06
Actif		
Liquidités	905	669
Placements	2,481	3,107
Sous total trésorerie active	3,386	3,776
Passif		
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(276)	(247)
Sous total trésorerie passive	(276)	(247)
Total	3,110	3,529

Répartition de la trésorerie par devises au 31/12/07	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Autres	Total
Disponibilités	478	45	32	84	41	225	905
Valeurs mobilières de placement	2,470			2		9	2,481
Instruments financiers							
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(233)			(9)		(34)	(276)
Total 2007	2,715	45	32	77	41	200	3,110
Total 2006	3,281	33	48	(1)	24	144	3,529

5.1. Capital de Bouygues SA (en euros)**347,502,578 €**

Au 31 décembre 2007, le capital social de Bouygues SA est constitué de 347 502 578 actions, dont l'évolution sur l'année 2007 a été la suivante :

	Au 01/01/07	Variations 2007		Au 31/12/07
		Réduction	Augmentation	
Actions	334,777,583	(5,019,768)	17,744,763	347,502,578
Certificats d'investissements				
Nombre de titres	334,777,583	(5,019,768)	17,744,763	347,502,578
Nominal	1 €			1 €
Capital en euros	334,777,583	(5,019,768)	17,744,763	347,502,578

5.2. Part Groupe et intérêts minoritaires : détail par nature au 31/12/2007 :

Au 31/12/07	Capital	Prime d'émission	Réserves liées au capital	Report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Actions autocontrôle de l'entreprise	Opérations affectées directement en capitaux	Total 31/12/07
Part Groupe	348	2,140	805	438	3,213	(22)	69	6,991
Intérêts minoritaires					1,216		(2)	1,214
Capitaux propres d'ensemble	348	2,140	805	438	4,429	(22)	67	8,205

5.3. Analyse de la rubrique des produits et charges comptabilisés directement en capitaux (variation en part groupe) :

	Renvoi	Exercice 2007 (part groupe)	Exercice 2006 (part groupe)
Réserve de conversion	1	(36)	(36)
Réserve de variations de juste valeur (instruments financiers)	2	29	56
Réserve des écarts actuariels	3	66	10
Impôts sur les opérations en capitaux propres		11	(22)
Autres (variations de l'exercice)		2	(16)
		72	(8)
		(int.mino.)	(int.mino.)
Autres produits et charges sur intérêts minoritaires		(3)	(4)
Total		69	(12)

- Ces produits et charges figurent sur état de synthèse "produits et charges comptabilisés".

1 - Réserve de conversion

- Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2007 déterminés sur les états financiers consolidés des sociétés étrangères exprimés en :

	31/12/06	Flux 2007	31/12/07
US dollar	(11)	(29)	(40)
Dollar canadien	2	8	10
Divers	17	(15)	2
Total	8	(36)	(28)

2 - Réserve de juste valeur (part Groupe)

Réserve déterminée selon appréciation des instruments financiers et autres actifs financiers (juste valeur sur instruments financiers et titres disponibles à la vente)

	31/12/06	2007	31/12/07
<u>Variation brute</u>	86	29 ⁽¹⁾	115

⁽¹⁾ principalement instruments financiers dans les sociétés concessionnaires et instruments de couverture taux de change

3 - Réserve d'écarts actuariels sur avantages du personnel (IAS19) (part groupe)

	(*)	31/12/06	2007	31/12/07
01/01/2006				
changements de méthode		(8)		
01/01/2006 corrigé		(8)		
<u>Variation brute</u>	Brut	(8)	66	58

(*) retraité suite à l'application retrospective du changement de méthode comptable relatif aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies (voir Note 2)

5.4. Analyse de la rubrique autres opérations avec les actionnaires :

Paiements fondés sur des actions (IFRS2) : impacts sur capitaux propres consolidés

	2006	2007	(contrepartie en charge de personnel)
Stocks options TF1 et Bouygues SA			
. Affectation aux réserves :			
- TF1	2	2	Part du groupe Bouygues
- Bouygues SA	9	16	Selon plans octroyés depuis novembre 2002
Charge Groupe	11	18	
Opérations d'actionnariat salarié 2007 :			
- opérations Bouygues Partage	4	23	(a)
- opérations Bouygues Confiance 4		27	(a)
Total	15	68	

(a) Juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

5.5. Analyse de la rubrique acquisitions d'actions propres :

	31/12/06	acquisition	annulation (réduction de capital)	31/12/07
- Actions propres détenues				
. En propre par Bouygues SA	(69)	(225)	272	(22)
. Au sein d'un contrat de liquidité	(6)	(22)		(28)
Total	(75)	(247)	272	(50)

6.1. Provisions non courantes = 1 493

	Avantages au personnel à long terme (1)	Litiges, contentieux, réclamation travaux (2)	Garanties données (3)	Autres provisions non courantes (4)	Total
01/01/06	368	309	232	356	1,265
changements de méthode	20			15	35
01/01/06	(*) 388	309	232	371	1,300
Flux 2006					
Écarts de conversion			(1)	(1)	(2)
Virements de rubriques	1	(5)	1	11	8
Changements de périmètre	(1)		4	4	7
Gains et pertes actuariels	(11)				(11)
Dotations	45	126	90	132	393
Reprises utilisées	(14)	(28)	(42)	(50)	(134)
Reprises non utilisées	(2)	(69)	(16)	(33)	(120)
31/12/06	406	333	268	434	1,441
Flux 2007					
Écarts de conversion	(2)		(2)		(4)
Virements de rubriques	5			(7)	(2)
Changements de périmètre	13	6	2	8	29
Gains et pertes actuariels	(16)				(16)
Dotations	55	96	98	110	359
Reprises utilisées	(28)	(87)	(47)	(47)	(209)
Reprises non utilisées	(8)	(53)	(23)	(21)	(105)
31/12/07	425	295	296	477	1,493

(*) Retraité pour 20 après application rétrospective du changement de méthode comptable relatif aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies ----> voir Note 2

Dont principaux métiers concernés :

(1) Avantages au personnel à long terme		425	- Bouygues construction	103
Indemnités de fin de carrière	294		- Colas	225
Médailles du travail	98		- TF1	34
Autres avantages au personnel long terme	33			
(2) Litiges et contentieux		295	- Bouygues Construction	132
Provisions sur litiges clients	154		- Bouygues Immobilier	41
Réclamations sous-traitants	33		- Colas	110
Autres litiges personnel	19			
Autres litiges	89			
(3) Garanties données		296	- Bouygues Construction	190
Provisions garanties données	205		- Bouygues Immobilier	17
Provisions garanties complémentaires bâtiment / génie civil / travaux publics	91		- Colas	89
(4) Autres provisions non courantes		477	- Bouygues Construction	141
Risques liés aux divers contrôles administratifs	151		- Colas	166
Provisions risques divers étranger	23		- Bouygues Telecom	62
Provisions filiales et participations	24			
Provisions obligations contractuelles	8			
Provisions frais de remise en état des sites	95			
Autres provisions non courantes	176			

6.2. Provisions courantes = 597

Provisions liées au cycle d'exploitation (voir note 2)

	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers	Provisions pertes à terminaison	Provisions fidélisation des clients Entreprises (Bouygues Telecom)	Autres provisions courantes	Total
01/01/06	31	153	132	174	186	676
changements de méthode				(159)		(159)
01/01/06	31	153	132	15 (*)	186	517
Flux 2006						
Écarts de conversion		(3)	(1)			(4)
Virements de rubriques	(1)	(1)	(10)		(18)	(30)
Changements de périmètre	(1)	(6)	3		(3)	(7)
Dotations	24	69	74	154 (*)	100	421
Reprises utilisées	(14)	(28)	(72)	(157)	(55)	(326)
Reprises non utilisées	(3)	(19)	(14)	(1)	(10)	(47)
31/12/06	36	165	112	11	200	524
Flux 2007						
Écarts de conversion	(1)	(3)	(2)			(6)
Virements de rubriques		1	1		4	6
Changements de périmètre	1	2	13		8	24
Dotations	36	76	80	2	100	294
Reprises utilisées	(17)	(41)	(61)		(73)	(192)
Reprises non utilisées	(5)	(19)	(12)		(17)	(53)
31/12/07	50	181⁽¹⁾	131⁽³⁾	13	222⁽²⁾	597

(1) dont :

- provisions risques s/ chantiers terminés : 85
- provisions pour règlement définitif des chantiers : 96

Dont principaux métiers concernés :

- Bouygues Construction 129
- Colas 52

(2) dont :

- charges de réassurances : 22
- autres provisions courantes : 129
- remise en état des sites (partie courante) 16
- garanties locatives (BY Immobilier) 12
- cofinancement de films (TF1) 11
- litiges clients courants et garantie de passif (TF1) 32

- Challenger Réassurance 21
- Bouygues Construction 45
- Bouygues Immobilier 36
- Colas 44
- TF1 49

(3) Provisions concernant l'activité construction : Bouygues Construction 67, Bouygues Immobilier 11 et Colas 53
(L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celles-ci).

(*) rétraité au 01/01/2006 pour (159) après application rétrospective des changements de méthodes comptables relatifs au programme de 'fidélisation des clients Grand Public (IFRIC13) ----> voir Note 2

7.1. Actif d'impôt non courant

	31/12/06	Variation	31/12/07
● Impôts différés actif publiés	250		
- Changement de méthode au 01/01/2006 et flux 2006 corrigés	(55)	(2)	
● Impôts différés actif	195 ⁽¹⁾	30	225
- Bouygues Telecom ⁽³⁾	6	2	8
- Autres métiers	189	28	217 ⁽⁴⁾
● Créances fiscales à long terme	21	(21)	0
Total impôt actif non courant	216	9	225

(1) - Voir changement de méthode en note 2.

(2) - dont Bouygues Telecom : -58

(3) - Bouygues Telecom : le solde est constitué d'impôts différés actif sur décalages temporaires.

(4) - dont Colas : 86 / Bouygues Construction = 78

7.2. Passif d'impôt non courant

	31/12/06	Variation	31/12/07
Impôts différés passif	75	9	84
Autres impôts long terme	0	0	0
Total impôt passif non courant	75	9	84

7.3. Répartition des impôts différés nets par métier

Nature impôts différés nets par métier	Actif / passif d'impôt différé net 12/06	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2007		Autres	(2) Actif et passif d'impôt différé net 12/07
				Positif produits	Négatif charges		
A - Déficits fiscaux							
Bouygues Construction	6	1			(2)		5
Bouygues Immobilier	0						0
Colas	9				(1)		8
TF1	9						9
Bouygues Telecom	0						0
Bouygues SA et autres activités	0						0
Sous-total	24	1	0	0	(3)	0	22
B - Différences temporaires							
Bouygues Construction	57	2		12			71
Bouygues Immobilier	27	(3)		8		(1)	31
Colas	0	(2)		14	(8)		4
TF1	9	(2)		8	(3)		12
Bouygues Telecom	6			2		0	8
Bouygues SA et autres activités	(3)			3	(16)	9	(7)
Sous-total	96⁽¹⁾	(5)	0	47	(27)	8	119
Total	120	(4)	0	47	(30)	8	141⁽³⁾

(1) Correction des impôts différés actif suite au changement de méthode : -55 (Voir note 7.1)

(2) Principales sources d'impôts différés par nature :

	2007	2006
- Impôts différés actif sur avantages au personnel (principalement IFC)	122	113
- Impôts différés sur provisions non déductibles temporairement	163	50
- Provisions réglementées	(209)	(119)
- Autres	65	76
	141	120

(3) Décomposition Impôts différés actif net :

- Impôts différés actif : 225
- Impôts différés passif : 84

7.4. Délai de récupération des impôts différés actif

31/12/07	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Délai de récupération des impôts différés actif	126	66	33	225

7.5. Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Montants des actifs d'impôts différés non comptabilisés compte tenu de leur récupération jugée peu probable à fin 2007 (déficits fiscaux pour l'essentiel).

	31/12/06	Flux 2007	31/12/07
Bouygues Construction	56	(7)	49
Bouygues Immobilier	17	4	21
Colas	20	3	23
TF1	41	(7)	34
Bouygues Telecom		0	
Autres	18	(10)	8
Total impôts différés actif non comptabilisés	152	(17)	135

NOTE 8

**DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES & COURANTES
(LONG TERME ET COURT TERME)**

7,395

Dettes financières non courantes 7,067
Dettes financières courantes 328

8.1. Répartition des emprunts portant intérêts par échéance

	Dettes financières courantes 2008	Dettes financières non courantes						Total Dettes non courantes 12/2007	Total 12/2006
		1 à 2 ans 2009	2 à 3 ans 2010	3 à 4 ans 2011	4 à 5 ans 2012	5 à 6 ans 2013	6 ans et plus 2014 et plus		
Emprunts obligataires	142	1,004	495	747		1,148	3,166	6,560	6,564
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	145	235	53	14	14	5	59	380	177
Emprunts issus des locations financements	22	18	15	10	4	2	5	54	56
Emprunts et dettes financières divers	19	36	7	20	4	1	5	73	47
Total emprunts portant intérêts	328	1,293	570	791	22	1,156	3,235	7,067	6,844
Rappel au 31/12/06	867	60	1,105	536	771	13	4,359		6,844

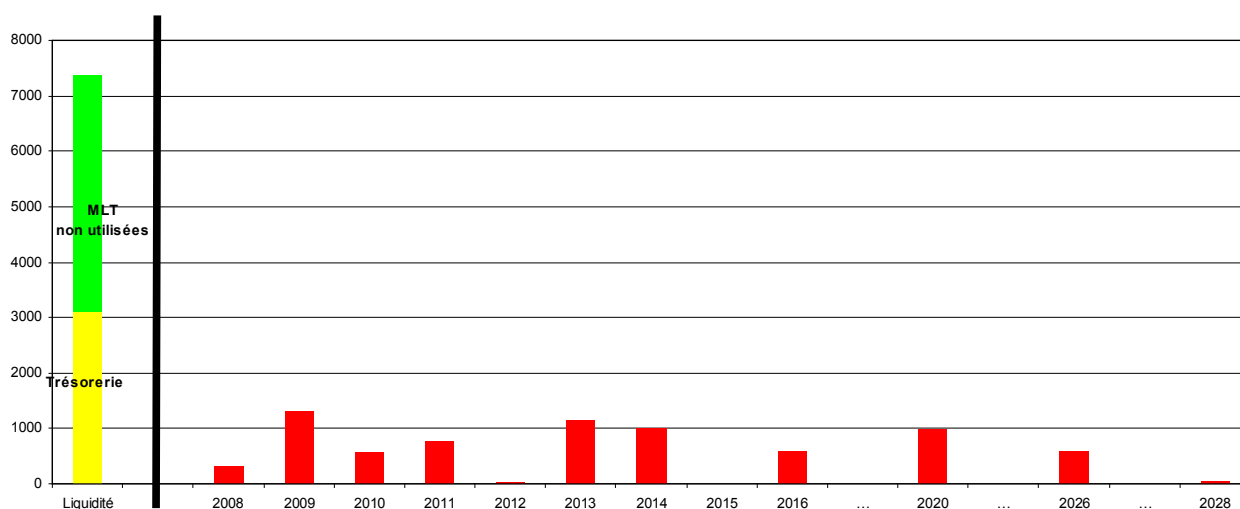
Répartition de la dette sur locations financements par métier	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Long terme 12/2007	2		34	2	16		54
Court terme 12/2007	1		18	1	2		22
Long terme 12/2006			35	2	19		56
Court terme 12/2006			20	1	3		24

8.2. Lignes de crédit confirmées, utilisées

Description	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel)	142	2,246	4,314	6,702	142	2,246	4,314	6,702
Autres emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	581	4,121	83	4,785	145	316	64	525
Emprunt et dettes financières diverses	41	114	13	168	41	114	13	168
Total des lignes de crédit	764	6,481	4,410	11,655	328	2,676	4,391	7,395

8.3. Liquidité au 31 décembre 2007

Au 31 décembre 2007, la trésorerie disponible s'élève à 3 106 millions d'euros (y compris -3 M€ d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 4 260 millions d'euros de lignes bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées à cette date.



Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par Bouygues ne comportent aucun covenant financier et aucun *trigger event* ; il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues.

Les obligations 10 ans d'échéance mai 2016, 7 ans d'échéance mai 2013, ainsi que l'émission 20 ans en livre sterling d'échéance 2026, comportent une clause de "change of control" (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

8.4. Répartition de la dette financière courante et non courante selon nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	12/2007	12/2006
- Dettes à taux fixé ⁽¹⁾	89%	87%
- Dettes à taux variable	11%	13%

⁽¹⁾ dettes à taux fixé pour plus d'un an

8.5. Risque de taux

Au 31 décembre 2007, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par natures de taux est la suivante :

	Taux variable	Taux Fixe	Total
Passifs financiers	695	6,699	7,394
Actifs financiers (*)	3,106		3,106
Position nette avant gestion	(2,411)	6,699	4,288
Couverture de taux	(114)	114	
Position nette après gestion	(2,525)	6,813	4,288
Correctif lié à la saisonnalité de certaines activités	250		
Position nette après gestion et correctif	(2,275)		

(*) y.c -3M€ de juste valeur d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net.

Ainsi, une hausse instantanée de 1 % des taux d'intérêts à court terme engendrerait une diminution des frais financiers de 22,75 millions d'euros en année pleine.

8.6. Répartition de la dette financière court terme et long terme par devises

	Zone Europe			Dollar US	Franc CFA	Autres devises	Total
	Euro	Livre Sterling	Autres devises				
Long terme 12/2007	6,258	663	86	1	28	31	7,067
Court terme 12/2007	293	7	21		3	4	328
Long terme 12/2006	6,105	650	19	13	31	26	6,844
Court terme 12/2006	833	2	16	1	5	10	867

Les dettes financières ventilées par métier figurent en note 16.

9.1. Variations de l'endettement net

	31/12/06	Flux 2007	31/12/07
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,776	(390)	3,386
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(247)	(29)	(276)
Trésorerie nette	3,529	(419)⁽¹⁾	3,110
Dettes financières long terme	(6,844)	(223)	(7,067)
Dettes financières (part à moins d'un an)	(867)	539	(328)
Instruments financiers nets	6	(9)	(3)
Endettement brut	(7,705)	307	(7,398)
Endettement net (passif)	(4,176)	(112)	(4,288)

⁽¹⁾ Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie 2007 (flux nets + flux non monétaires)

9.2. Principales opérations au 31 décembre 2007

Endettement net au 31/12/06	(4,176)
Acquisitions complémentaires de titres Alstom (+4,91%)	(961)
Autres acquisitions/cessions financières (Colas Rail / Mibag / Groupe AB ...)	(693)
Augmentation de capital Bouygues SA (dont Bouygues Partage et Bouygues Confiance 4)	406
Dividendes versés (Bouygues SA / Tiers ...)	(568)
Achat actions propres Bouygues SA net des levées d'options	(90)
Autres variations de périmètre nettes et opérations financières diverses	78
Exploitation	1,716
Endettement net au 31/12/07	(4,288)

Convention de signe : trésorerie active : signe positif ; trésorerie passive : signe négatif

Détail passif courant

	31/12/07	31/12/06
Avances et acomptes reçus	1,419	958
Dettes financières (part à moins d'1 an) ⁽¹⁾	328	867
Impôts courants	223	144
Fournisseurs et comptes rattachés (fournisseurs, effets à payer)	7,442	6,744
Provisions courantes ⁽²⁾	597	524
Autres passifs courants, comptes de régularisations et assimilés		
Autres dettes opérationnelles (personnel, organismes sociaux, état)	2,592	2,298
Produits différés	1,600	1,217
Autres dettes non financières, comptes de régularisations et assimilés	2,076	1,801
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	276	247
Autres passifs financiers courants	26	10
Total	16,579	14,810

⁽¹⁾ voir analyse en note 8

⁽²⁾ voir analyse en note 6.2

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

11.1. Analyse par rubrique

	2007	2006
Ventes	2,660	2,496
Prestations de service	11,409	10,104
Contrats de construction	15,544	13,808
Chiffre d'affaires	29,613	26,408
Redevances		2
Autres produits de l'activité	137	178
Autres produits de l'activité	137	180
Total	29,750	26,588

Il n'existe pas d'échanges de biens ou de services significatifs au 31 décembre 2007.

Informations relatives aux contrats de construction

	Bouygues Construction	Colas	Total
Travaux à facturer	295	360	655
Retenues de garantie	63	51	114
Travaux facturés d'avance	(1,157)	(307)	(1,464)
Avances reçues	(601)	(85)	(686)

11.2. Analyse par activité

Le chiffre d'affaires "production" des sociétés intégrées inclut le chiffre d'affaires comptable sur travaux, ventes et prestations de services.

ACTIVITE	Chiffre d'affaires 2007				Chiffre d'affaires 2006			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
BTP	4,743	3,345	8,088	27	4,063	2,617	6,680	25
Immobilier	1,940	134	2,074	7	1,390	218	1,608	6
Routes	6,898	4,742	11,640	40	6,239	4,443	10,682	41
Médias	2,445	302	2,747	9	2,361	278	2,639	10
Télécoms	4,780		4,780	16	4,525		4,525	17
Bouygues SA et filiales diverses	4	280	284	1	5	269	274	1
CA consolidé	20,810	8,803	29,613	100	18,583	7,825	26,408	100
% d'évolution 2006/2007	12%	12%	12%					

11.3. Analyse par zone géographique

	Chiffre d'affaires 2007		Rappel 2006	
	Total	%	Total	%
France	20,810	70	18,583	70
Union Européenne (27 membres)	3,506	12	2,960*	11
Autres pays européens	840	3	860	3
Afrique	1,304	4	1,034	4
Moyen-Orient	140	1	77	0
États-Unis, Canada	2,102	7	2,067	8
Amérique centrale et sud	211	1	154	1
Asie-Pacifique	700	2	673	3
Total	29,613	100	26,408	100

* Dont Roumanie et Bulgarie.

11.4. Répartition, selon les types de marchés, en France et à l'International (en %)

	2007			2006		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ⁽¹⁾	30	49	35	31	48	36
Marchés privés	70	51	65	69	52	64

⁽¹⁾ Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État et collectivités locales (marchés de travaux et d'entretien pour l'essentiel) en France et à l'étranger.

	2007	2006
Résultat opérationnel courant		
Chiffre d'affaires	29,613	26,408
Autres produits de l'activité	137	180
Consommations externes	(20,314)	(18,197)
Impôts et taxes	(600)	(585)
Frais de personnel	(5,968)	(5,278)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations		
Dotations aux amortissements	(1,245)	(1,190)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(419)	(372)*
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	379	471
Autres produits et charges d'exploitation	580	496
Reprises de provisions non utilisées ⁽¹⁾	226	216
Résultats nets sur cessions d'immobilisations	69	98
Autres produits et charges	285	182
Résultat opérationnel courant	2,163	1,933*
Autres produits et charges opérationnels	18	(44)
Résultat opérationnel	2,181	1,889*

(*) Dont +12 retraité après application rétrospective du changement de méthode comptable relatif à la provision fidélisation client grand public.

Voir note 16 pour répartition par métier.

⁽¹⁾ Les reprises de provisions non utilisées concernent notamment des litiges résolus en faveur du groupe.

NOTE 13

COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(235)

DECOMPOSITION DU COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	2007	2006
- sur endettement net	(238)	(198)
- sur locations financements	(2)	(4)
- sur instruments financiers	5	2
Total Endettement net	(235)	(200)

14.1. Décomposition de la charge nette d'impôt

	2007			2006		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(491)	(160)	(651)	(327)	(133)	(460)
Impositions différées passif	(3)	(4)	(7)	14	(1)	13
Impositions différées actif	14	11	25	(110) ^{(1)*}	(2)	(112)*
Total	(480)	(153)	(633)	(423)	(136)	(559)*

(1) Dont : impôts différés actif Bouygues Telecom (reprise)

(*) Dont (4) retraité après application rétrospective du changement de méthode comptable relatif à la provision fidélisation client grand public.
Voir note 16 pour répartition par métier.

14.2. Rapprochement entre taux d'impôt théorique et réel au compte de résultat consolidé (preuve de l'impôt)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
- Résultat net (100%)	1,593	1,590
- Neutralisation :		
Charge d'impôt	633	559
Résultat des activités abandonnées	0	(364)
Résultat des entités associées	(257)	(118)
- Résultat des activités intégrées poursuivies avant impôts	1,969	1,667
- Taux d'imposition théorique en France	34.43%	34.43%
- Création, utilisation de reports fiscaux déficitaires	(0.73%)	0.49%
- Effets des différences permanentes	(0.70%)	(0.32%)
- Impôts forfaitaires, de distribution et crédits d'impôts	0.62%	0.65%
- Impôts hors taux liés aux résultats : écarts de taux d'imposition, plus-values à long terme, impositions étrangères	(1.45%)	(1.75%)
- Taux effectif d'imposition	32.17%	33.50%

15.1. Résultat net des activités poursuivies :

Le résultat des activités poursuivies s'élève à **1 593**, la part du groupe est en progression de +32%. Ce résultat est apprécié hors résultats sur cessions 2006 TPS et BTC (activités arrêtées ou en cours de cession) et se présente comme suit :

	2007	2006	Variation
Résultat net des activités poursuivies (100%)	1,593	1,226	30%
Part des intérêts minoritaires sur activités poursuivies	(217)	(180)	21%
Part du Groupe sur activités poursuivies	1,376	1,046	32%

15.2. Résultat net et résultat dilué par action :

Le résultat par action avant dilution est obtenu en ramenant le résultat net (part du Groupe) au nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2007 (à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle).

	2007	2006
Résultat net part du Groupe (M€)	1,376	1,254 *
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	338,921,348	335,953,459
Résultat en euros par action	4.06	3.73

(*) Dont +8 retraité suite à l'application rétrospective du changement de méthode comptable relatif à la provision fidélisation client grand public.

Le résultat dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation incluant la conversion potentielle de toutes les actions pouvant avoir un effet dilutif (options de souscriptions d'actions effectivement et économiquement exerçables à la clôture de l'exercice)

	2007	2006
Résultat net utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	1,376	1,254 *
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	338,921,348	335,953,459
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions	10,433,177	10,353,752
Résultat dilué en euros par action	3.94	3.62

L'information sectorielle ci-après est présentée comme suit :

1- Analyse par activité :

- . BTP (Bouygues Construction)
- . Immobilier (Bouygues Immobilier)
- . Routes (Colas)
- . Médias (TF1)
- . Télécoms (Bouygues Telecom)
- . Bouygues SA et autres activités

2- Analyse par zone géographique : France, Europe (hors France), Afrique, Asie-Pacifique, Amériques et Moyen-orient.
(Affectation en fonction du lieu de réalisation du chiffre d'affaires ou de la localisation des immobilisations).

Les cessions internes entre les différentes activités se réalisent en règle générale à des conditions de marché.

16.1. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2007

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	TOTAL 2007
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires total	8,340	2,075	11,673	2,764	4,796	462	30,110
Chiffre d'affaires inter-activité	(252)	(1)	(33)	(17)	(16)	(178)	(497)
Chiffre d'affaires sur clients externes	8,088	2,074	11,640	2,747	4,780	284	29,613
Dotations nettes aux amortissements	(127)	(5)	(413)	(88)	(579)	(33)	(1,245)
Dotations nettes aux provisions	(142)	(38)	(151)	(40)	(34)	(14)	(419)
Résultat opérationnel courant	293	210	637	305	746	(28)	2,163
Autres charges et produits opérationnels	21		(3)				18
Résultat opérationnel	314	210	634	305	746	(28)	2,181
Coût de l'endettement financier net	79	(10)	(10)	(21)	3	(276)	(235)
Charge d'impôt	(122)	(60)	(209)	(93)	(256)	107	(633)
Quote-part du résultat net des entités associées	7		62	8		180	257
Résultat net des activités poursuivies	289	128	481	228	492	(25)	1,593
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession							
Résultat net 100%	289	128	481	228	492	(25)	1,593
Résultat part du Groupe	287	124	457	98	440	(30)	1,376
Bilan							
Immobilisations corporelles	496	12	2,184	158	2,332	382	5,564
Immobilisations incorporelles	58	3	71	208	727	6	1,073
Goodwill	326		1,052	1,094	2,651		5,123
Impôts différés actif, créances fiscales long terme	78	33	86	22	8	(2)	225
Entités associées	83		474	253		3,583	4,393
Autres actifs non courants	154	18	162	692	4	193	1,223
Trésorerie et équivalents de trésorerie	473	162	372	39	16	2,324	3,386
Autres actifs non affectés							12,441
Total actif							33,428
Dettes financières non courantes	356	116	149	618	17	5,811	7,067
Provisions non courantes	566	86	590	48	96	107	1,493
Impôts différés passif, dettes fiscales long terme	2	3	74	1		4	84
Dettes financières courantes	6	117	45	10	5	145	328
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(2,339)	(68)	(172)	5	(194)	3,044	276
Passifs non affectés							24,180
Total passif							33,428
Endettement net ⁽¹⁾	2,450	(2)	347	(597)	188	(6,674)	(4,288)
Tableau des flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	410	205	1,098	394	1,330	82	3,519
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(299)	(7)	(624)	(129)	(596)	(24)	(1,679)
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	(70)	(32)	(338)	(231)	(9)	(1,415)	(2,095)
Autres indicateurs							
Ebitda	463	227	1,143	426	1,332	10	3,601
Cash flow libre	68	128	254	151	480	(109)	972

⁽¹⁾ Contribution de niveau métiers incluant les comptes courants Bouygues Relais et Uniservice (L'élimination intra-groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres activités).
Convention de signe : trésorerie active = positif / endettement passif = négatif

16.2. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2006

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms (2)	Bouygues SA et autres activités	TOTAL 2006 (2)
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires total	6,923	1,608	10,716	2,654	4,539	542	26,982
Chiffre d'affaires inter-activité	(243)		(34)	(15)	(14)	(268)	(574)
Chiffre d'affaires sur clients externes	6,680	1,608	10,682	2,639	4,525	274	26,408
Dotations nettes aux amortissements	(103)	(2)	(369)	(86)	(595)	(35)	(1,190)
Dotations nettes aux provisions	(117)	(4)	(134)	(30)	(66)	(21)	(372)
Résultat opérationnel courant	305	176	524	301	593	34	1,933
Autres charges et produits opérationnels	(43)		4			(5)	(44)
Résultat opérationnel	262	176	528	301	593	29	1,889
Coût de l'endettement financier net	51	(1)	(15)	(12)	(9)	(214)	(200)
Charge d'impôt	(119)	(56)	(168)	(99)	(195)	78	(559)
Quote-part du résultat net des entités associées	8		54	13		43	118
Résultat net des activités poursuivies	211	109	402	198	389	(83)	1,226
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				254	110		364
Résultat net 100%	211	109	402	452	499	(83)	1,590
Résultat part du Groupe	210	107	382	194	448	(87)	1,254
Bilan							
Immobilisations corporelles	372	9	1,835	152	2,273	398	5,039
Immobilisations incorporelles	20	3	61	157	771	10	1,022
Goodwill	224		827	1,085	2,645		4,781
Impôts différés actif, créances fiscales long terme (3)	65	30	72	22	7	20	216
Entités associées	66		422	40		2,412	2,940
Autres actifs non courants	87	16	144	657	3	180	1,087
Trésorerie et équivalents de trésorerie	344	96	272	275	9	2,780	3,776
Autres actifs non affectés							10,904
Total actif							29,765
Dettes financières non courantes	230	38	137	506	18	5,915	6,844
Provisions non courantes (3)	584	86	523	46	99	103	1,441
Impôts différés passif, dettes fiscales long terme	3	2	63	5		2	75
Dettes financières courantes	4	79	32	145	6	601	867
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(1,949)	(46)	(306)	3	(82)	2,627	247
Autres passifs non affectés							20,291
Total passif							29,765
Endettement net (1)	2,059	26	410	(379)	67	(6,359)	(4,176)
Tableau de flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	437	163	942	380	1,210	19	3,151
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(206)	(4)	(527)	(78)	(611)	(178)	(1,604)
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	(169)	11	(54)	(42)	121	(2,314)	(2,447)
Autres indicateurs							
Ebitda	430	161	976	412	1,229	71	3,279
Cash flow libre	163	102	232	191	394	(294)	788

(1) Contribution de niveau métiers incluant les comptes courants Bouygues Relais et Uniservice

(L'élimination intra-groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres activités).
Convention de signe : trésorerie active = positif - endettement passif = négatif

(2) Retraité suite à l'application rétrospective du changement de méthode comptable relatif à la provision
fidélisation client grand public pour un résultat net de +8.

(3) Retraité après application rétrospective du changement de méthode comptable relatif aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

16.3. Analyse sectorielle par zone géographique

31/12/07	France et Dom	Union européenne (27 membres)	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique	Amériques	Moyen-Orient	Total
Compte de résultat								
Chiffre d'affaires sur clients externes	20,810	3,506	840	1,304	700	2,313	140	29,613
Bilan								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	4,289	408	74	276	56	458	3	5,564
Immobilisations incorporelles	1,021	35	2	7		8		1,073
Actifs non affectables								26,791
Total actif								33,428
Tableau de flux de trésorerie								
Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1,351)	(128)	(15)	(138)	(25)	(129)	(1)	(1,787)

⁽¹⁾ Y compris contrats de locations financements.

31/12/06	France et Dom	Union européenne (27 membres)	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique	Amériques	Moyen-Orient	Total
Compte de résultat								
Chiffre d'affaires sur clients externes	18,583	2,960	860	1,034	673	2,221	77	26,408
Bilan								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	3,880	345	118	203	56	434	3	5,039
Immobilisations incorporelles	967	28	8	10	1	8		1,022
Actifs non affectables								23,704
Total actif								29,765
Tableau de flux de trésorerie								
Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1,312)	(110)	(31)	(65)	(29)	(150)	(3)	(1,700)

⁽¹⁾ Y compris contrats de locations financements.

16.4. Présentation du compte de résultat par destination

2007	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Chiffre d'affaires consolidé	8,088	2,074	11,640	2,747	4,780	284	29,613
Coût des ventes	(6,881)	(1,674)	(10,009)	(2,022)	(3,365)	(256)	(24,207)
Marge brute	1,207	400	1,631	725	1,415	28	5,406⁽¹⁾
Coût de recherche et développement	(10)	(2)	(67)	(16)	(24)	(1)	(120)
Charges commerciales	(371)	(130)		(151)	(191)		(843)
Charges administratives	(538)	(58)	(925)	(253)	(454)	(43)	(2,271)
Dépréciation des goodwill			(2)				(2)
Autres produits et charges courants	5					(12)	(7)
Résultat opérationnel courant	293	210	637	305	746	(28)	2,163

⁽¹⁾ Taux de marge brute / CA = 18,3 %

2006	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms (3)	Bouygues SA et autres activités	Total (3)
Chiffre d'affaires consolidé	6,680	1,608	10,682	2,639	4,525	274	26,408
Coût des ventes	(5,609)	(1,277)	(9,244)	(1,973)	(3,314)	(226)	(21,643)
Marge brute	1,071	331	1,438	666	1,211	48	4,765⁽²⁾
Coût de recherche et développement	(8)	(2)	(61)	(8)	(22)	(1)	(102)
Charges commerciales	(333)	(100)		(141)	(155)		(729)
Charges administratives	(438)	(53)	(848)	(216)	(441)	(45)	(2,041)
Dépréciation des goodwill			(9)	(4)		(6)	(19)
Autres produits et charges courants	13		4	4		38	59
Résultat opérationnel courant	305	176	524	301	593	34	1,933

⁽²⁾ Taux de marge brute / CA = 18,0 %

⁽³⁾ Dont +12 de résultat opérationnel retraité suite à l'application rétrospective du changement de méthode comptable relatif à la provision fidélisation client grand public.

Les tableaux ci-après présentent la somme des en-cours notionnels, au 31 décembre 2007, de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux, par devise pour les opérations de change.

17.1. Couverture du risque de taux

Analyse par échéance

Date de l'échéance	En-cours au 31/12/07			Total	Total en-cours 31/12/06
	2008	2009 à 2012	Au-delà		
Swaps de taux					
- sur actifs financiers	650	28	-	678 ⁽¹⁾	983
- sur passifs financiers	285	1,182	164	1,631 ⁽²⁾	1,154
Future rate agreements					
- sur actifs financiers	-	-	-	-	-
- sur passifs financiers	-	-	-	-	-
Caps / floors					
- sur actifs financiers	-	-	-	-	-
- sur passifs financiers	150	65	-	215	204

⁽¹⁾ Dont taux payé = taux fixe : 678

⁽²⁾ Dont taux payé = taux fixe : 1 131

Analyse par métier

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Totaux 31/12/07	Totaux 31/12/06
Swaps de taux								
- sur actifs financiers	-	-	-	-	-	678	678	983
- sur passifs financiers	7	-	164	300	960 ⁽¹⁾	200	1,631	1,154
Future rate agreements								
- sur actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Caps / floors								
- sur actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur passifs financiers	51	14	-	150	-	-	215	204

⁽¹⁾ Swaps de couverture de taux à départ décalé.

Pour les couvertures de taux renouvelables, les montants sont indiqués dans la colonne correspondant à l'échéance la plus lointaine.

17.2. Couverture du risque de change

Analyse par devise d'origine

Devise	31 décembre 2007 (contre-valeur présentée en millions d'euros)						Total en-cours 31/12/06
	Dollar US	Livre sterling	Franc suisse	Dollar Hong Kong	Autres	Total	
Achats et ventes à terme							
- achats à terme	134	1	2	-	397	534	363
- ventes à terme	175	111	5	-	79	370	210
Swaps de devises	46	220	77	18	82	443	255
Options de change							
- achats à terme	37	3	4	-	11	55	67
- ventes à terme	-	-	-	-	20	20	-

Analyse par métier

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Totaux 31/12/07	Totaux 31/12/06
Achats et ventes à terme								
- achats à terme	100	-	337	93	4	-	534	363
- ventes à terme	357	-	2	11	-	-	370	210
Swaps de devises	5	-	-	-	-	438	443	255
Options de change								
- achats à terme	3	-	7	25	20	-	55	67
- ventes à terme	-	-	20	-	-	-	20	-

17.3. Valeur de marché des instruments de couverture

Au 31 décembre 2007, la valeur de marché (net présent value) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de +2,6 millions d'euros. Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir la dette du Groupe (couverture de juste valeur et couverture de flux de trésorerie) et de la valeur actuelle nette d'opérations de terme permettant de couvrir le risque de change découlant d'opérations commerciales.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur d'un élément d'endettement net : -3,0 millions d'euros
- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : +5,6 millions d'euros

En cas de translation de la courbe des taux de +1,00% [et respectivement -1,00%], la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à +10,8 millions d'euros [respectivement -5,8 millions d'euros].

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1% de l'euro par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à -4,4 millions d'euros.

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles ils ont été contractés.

18.1. Engagements réciproques

Engagements donnés et reçus	Total 12/2007	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Échéances			Total	Total 12/2006
								moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
Engagements donnés	2,389	36	524	171	371	1,287		656	1,060	673	2,389	1,940
Transport d'images	240				240			81	159		240	280
Locations simples ⁽¹⁾	1,533	32	57	109	131	1,204 ⁽²⁾		208	657	668	1,533	1,151
Obligations d'achat irrévocables	616	4	467 ⁽³⁾	62		83		367	244	5	616	509
Engagements reçus	2,331	36	524	171	371	1,229		633	1,025	673	2,331	1,953
Transport d'images	240				240			81	159		240	280
Locations simples ⁽¹⁾	1,533	32	57	109	131	1,204		208	657	668	1,533	1,151
Obligations d'achat irrévocables	558	4	467	62		25		344	209	5	558	522
SOLDE ⁽⁴⁾	58						58	23	35		58	(13)

⁽¹⁾ Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...).

⁽²⁾ Bouygues Telecom : engagements donnés dans le cadre de l'exploitation concernant pour l'essentiel des baux commerciaux pour la location des immeubles et des terrains d'exploitation destinés à l'exploitation des sites techniques du réseau (dont loyers relatifs aux sites du réseau : 699 M€ et loyers immobiliers : 468 M€, y compris nouveau siège et nouveaux locaux Technopole).

⁽³⁾ Bouygues Immobilier : engagements fermes sous conditions portant sur les acquisitions d'assiettes foncières.

⁽⁴⁾ Bouygues Telecom : conséquence des modalités spécifiques à certains contrats de fournitures d'équipements.

18.2. Engagements divers

	Total 12/2007	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Échéances			Total	Total 12/2006
								moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
Engagements donnés	996	141	48	95	149	517	46	594	301	101	996	698
Autres obligations contractuelles ou engagements commerciaux donnés (avals, cautions.....) ⁽¹⁾	996	141	48	95	149	517	46	594	301	101	996	698 ^(*)
Engagements reçus	203				62	93	48	114	87	2	203	68
Autres obligations contractuelles ou engagements commerciaux reçus (avals, cautions.....)	203				62	93	48	114	87	2	203	68
Solde	793	141	48	95	87	424	(2)	480	214	99	793	630

(*) Retraité suite à l'application rétrospective du changement de méthode comptable relatif aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies.

⁽¹⁾ Le Groupe accorde dans le cadre de ses opérations courantes des garanties décennales ou de bonne fin qui ne font pas l'objet d'une estimation chiffrée et d'une mention spécifique sauf s'il s'avère que ces dernières pourraient donner lieu au versement de sommes quelconques par le Groupe. (Elles donneraient lieu alors à constitution de provisions au bilan.)

Engagements divers : commentaires

Engagements donnés Bouygues Telecom :

Licence GSM	Bouygues Telecom détient une licence GSM comportant le respect d'un certain nombre d'obligations. Cette licence sera soumise à renouvellement en 2009.
Licence UMTS	L'ARCEP a demandé le 12 juin 2007 à Bouygues Telecom de se conformer aux obligations découlant de son arrêté d'autorisation pour le 30 novembre 2007, c'est-à-dire de rendre disponible commercialement les services 3G, dont les services de voix et de données, sur une zone correspondant à 20% de la population. Bouygues Telecom s'est conformé à cette demande.
Zones blanches	Bouygues Telecom s'est engagé en 2002, avec les deux autres opérateurs, à couvrir un certain nombre de zones blanches. (Signature d'une convention en 2003 et d'avenants à cette convention en 2004.) En 2007, le programme de couverture des zones blanches s'est poursuivi activement, et au 31 décembre 2007, date prévue pour la fin de cette opération, près de 90% des 3000 communes concernées sont couvertes.
Axes de transport prioritaires routiers	Dans le cadre de l'accord national de février 2007, Bouygues Telecom s'est engagé aux côtés d'Orange et de SFR à couvrir 57 000 km d'axes de transports prioritaires. Selon les dispositions du cahier des charges applicables au renouvellement de sa licence en décembre 2009, Bouygues Telecom devra avoir réalisé cette couverture avant fin 2010.

Engagement donné Bouygues SA :

Engagement de conservation des titres Alstom acquis auprès de l'Etat pendant une durée d'au minimum 3 ans. (jusqu'au 31/10/2009)

Engagement reçu Bouygues SA :

Option de vente des titres Alstom Hydro - Holding consentie par Alstom à Bouygues SA au 31/10/2009 : voir note 3.2.4.3

Engagements TF1 :

En vertu des accords entre Vivendi, TF1 et M6, les engagements et garanties souscrits par TF1 et M6 à raison des obligations de TPS ont fait l'objet d'une contre-garantie octroyée par Vivendi à compter du 4 janvier 2007. En conséquence, ces engagements souscrits par TF1 et M6 ne figurent ni en engagements donnés ni en engagements reçus au 31 décembre 2006.

18.3. Synthèse des engagements (18.1 + 18.2)

	Total 12/2007	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Échéances			Total 12/2006	
								moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
Total engagements donnés	3,385	177	572	266	520	1,804	46	1,250	1,361	774	3,385	2,638 (*)
Total engagements reçus	2,534	36	524	171	433	1,322	48	747	1,112	675	2,534	2,021

• La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.
(*) Retraité suite à l'application rétrospective du changement de méthode comptable relatif aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies.

18.4. Sûretés réelles

	Total 12/2007	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Échéances			Total	Total 12/2006
								moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
Hypothèques sur terrains / constructions ou nantissements de matériel	14	3	4	7				5	7	2	14	10
Nantissements de titres et prêts subordonnés	16	16						6		10	16	8
Total groupe	30	19	4	7				11	7	12	30	18

18.5. Actifs et passifs éventuels

Actifs éventuels :	
Litige	- La décision rendue par le conseil de la concurrence le 30 novembre 2005 ayant condamné Bouygues Telecom à 58 millions d'euros d'amende pour entente a été confirmée par la Cour d'appel de Paris le 12 décembre 2006. Bouygues Telecom a formé un pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'appel. - Par une décision datée du 29 juin 2007, la Cour de cassation a confirmé l'amende pour entente, infligée aux trois opérateurs, sur la répartition des marchés, mais a invalidé la condamnation pour échange d'informations entre 1997 et 2003 (amende infligée à Bouygues Telecom : 16 M€). La Cour de cassation a donc renvoyé le dossier devant la Cour d'appel de Paris qui rejugera l'affaire sur ce point, sur la base de l'arrêt de la Cour de cassation. La décision de la Cour d'appel devrait être rendue courant 2008.
Réclamations	Le groupe Bouygues Construction a déposé des réclamations sur des chantiers en cours ou terminés. Le montant de celles-ci ne sera comptabilisé que lors de l'acceptation définitive par les clients concernés.
Passifs éventuels :	
Litige	Une plainte contre Bouygues Telecom, SFR et ORANGE France au sujet des tarifs pratiqués sur les SMS est en cours d'instruction devant le Conseil de la concurrence.

18.6. Engagements sur contrats de location financement et contrats de locations simples :

18.6.1. Engagement sur contrats de location financement

Synthèse des paiements minimaux futurs	moins d'un an	de 1 à 5 ans	Total échancier
Locations financements 2007	22	51	73
Rappel 31/12/06	26	57	83

Valeur actualisée des paiements minimaux	moins d'un an	de 1 à 5 ans	Total échancier
Montant des paiements minimaux	22	51	73
Montant représentant les charges de financement	2	4	6
Valeur actualisée des paiements minimaux	20	47	67
Rappel 31/12/06	22	50	72

Montant des loyers conditionnels au titre des locations financements au 31 décembre 2007 est de : NEANT

18.6.2. Engagement sur contrats de location simple

Paiements minimaux de l'exercice	Loyers totaux de l'exercice
Paiements minimaux de l'exercice 2007	181

Synthèse des paiements minimaux futurs	moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total échancier
Locations simples 2007	209	656	668	1,533
Rappel 31/12/06	225	539	387	1,151

19.1 Effectif moyen

	2007	2006
Cadres	19,826	18,511
Agents de maîtrise et employés	20,038	18,650
Compagnons	30,830	28,758
Sous-total effectif France	70,694	65,919
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	63,387	57,599
Total effectif moyen	134,081	123,518

19.2. Engagements envers le personnel, engagements en matière de retraite (avantages postérieurs à l'emploi)

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les engagements du Groupe en matière de retraite.

19.2.1. Régimes à cotisations définies

	2007	2006
Montants comptabilisés en charges	(1,548)	(1,404)

Les cotisations définies présentées ci-dessus comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles
- aux caisses de retraite (régime obligatoire et régimes complémentaires)
- aux caisses d'assurance chômage

Information sur les parties liées : voir note 20.

19.2.2. Régimes à prestations définies

Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat (charges opérationnelles)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2007	2006*	2007	2006*
Coûts des services rendus	5	11	(5)	
Charges d'intérêt sur l'obligation	10	11	5	5
Rendement attendu des actifs du régime			(5)	(4)
Coûts des services passés ⁽¹⁾	5	5	(1)	(1)
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	20	27	(6)	0

⁽¹⁾ essentiellement amortissements des conventions cadres

Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions		Total 2007	Total 2006*
	31/12/07	31/12/06*	31/12/07	31/12/06*		
Valeur actualisée des obligations ⁽¹⁾	361	343	287	118	648	461
Juste valeur des actifs du régime (fonds dédiés)	(4)	(2) ⁽²⁾	(259) ⁽²⁾	(88)	(263)	(90)
Coût des services passés non encore comptabilisé ⁽³⁾	(63)	(67)	5	4	(58)	(63)
Ratio : fonds dédiés / Valeur actualisée des obligations			90%	75%		
Passifs nets comptabilisés	294	274	33	34	327	308

⁽¹⁾ Montant total de l'engagement actualisé relatif aux indemnités de fin de carrière et aux pensions.

⁽²⁾ Fonds TF1 résiduel pour une fraction des obligations ; celui-ci vient minorer la valeur actualisée des obligations TF1.

⁽³⁾ Essentiellement sur conventions cadres.

(*) Retraité suite à l'application rétrospective du changement de méthode comptable relatif aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies (voir note 2).

Variations des éléments du bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/07	31/12/06 *	31/12/07	31/12/06 *
Au 1^{er} janvier	274	259	34	33
Charges comptabilisées	22	27	(4)	
Variations de périmètre	9		6	
Variations de change			(1)	
Virements de rubriques et autres	2		1	
Ecart actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	(13)	(12)	(3)	1
Au 31 décembre	294	274	33	34

(*) Retraité suite à l'application rétrospective du changement de méthode comptable relatif aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies (voir note 2).

Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière

	31/12/07	31/12/06
Taux d'actualisation (OAT TEC 10)	3,83 à 4,35%	3,38 à 3,83%
Table de survie	INSEE	INSEE
Age de départ en retraite		
- Cadres	60/65 ans	60/63 ans
- Etams / compagnons	60/65 ans	60 ans
Augmentation future des salaires (1)	2 à 5,5%	2 à 4,6%

(1) Taux d'inflation inclus

Répartition par métier au 31 décembre 2007

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Charge nette d'indemnités de fin de carrière	8	1	9	(3)	2	3	20
Provisions non courantes (bilan) :							
- Indemnités de fin de carrière	79	8	135	27	18	27	294
- Pensions			33				33

Répartition par zone géographique au 31 décembre 2007

	France et Dom	Union européenne	Afrique	Asie Pacifique	Amériques	Total
Charge nette d'indemnités de fin de carrière (1)	19		1			20
Provisions non courantes (bilan) :						
- Indemnités de fin de carrière	280	1	13			294
- Pensions		33				33

(1) La charge 2007 sur pensions n'est pas significative.

[19.3. Participation au capital](#)

[19.3.1. Stock-options](#)

Titres pouvant donner accès au capital.

Cours de bourse au 31/12/2007 : 57,00

PLAN	Solde au 31/12/2007	Date d'attribution	Date minimale d'exercice normal	Date minimale d'exercice PEE	Cours de levée (€)
2001.03	637,701	27/03/2001	27/03/2005	-	33,47
2001.07	738,447	03/07/2001	03/07/2005	-	32,81
2001.09	150,000	18/09/2001	18/09/2005	-	28,67
2002.06	1,375,615	25/06/2002 *	25/06/2006	25/06/2003	23,41
2002.12	588,447	17/12/2002	17/12/2006	17/12/2003	23,00
2003.06	1,968,220	17/06/2003	17/06/2007	17/06/2004	19,37
2004.03	3,496,113	15/03/2004	15/03/2008	15/03/2005	25,15
2005.06	2,897,080	21/06/2005	21/06/2009	21/06/2006	31,34
2006.09	3,616,489	05/09/2006	05/09/2010	05/09/2007	40,00
2007.06	4,335,000	05/06/2007	05/06/2011	05/06/2008	63,44

* A partir du plan de juin 2002, la règle du Plan d'Epargne Entreprise (PEE) s'applique comme précisé ci-dessous :

Le nombre total d'options (10 433 177) pouvant être exercé est constitué :

1/ des options effectivement exerçables au 31/12/2007, soit par exercice normal, soit par exercice partiel anticipé dans le cadre du PEE :
les plans attribués à compter de juin 2002 peuvent être levés dans le cadre du PEE par tranche de 25% chaque année.

2/ des options économiquement exerçables au 31/12/2007, c'est-à-dire celles dont le cours de levée est inférieur au cours moyen de l'année 2007, soit 58,51€.

**INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES
DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

20.1. Informations sur les parties liées

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2007	2006	2007	2006	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06
Parties liées en amont (SCDM)	6	6	0		0		0	
Coentreprises	91	73	244	214	111	97	103	93
Entités associées	7	2	587	314	47	69	161	192
Autres parties liées	13	11	36	25	33	26	40	38
Total	117	92	867	553	191	192	304	323
Échéances								
moins d'un an					165	177	289	136
de 1 à 5 ans					9	9	15	187
plus de 5 ans					17	6	0	
Dont dépréciations pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)					60	68		

20.2. Informations sur les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction

La rémunération des principaux Dirigeants concerne les membres du comité de direction générale du Groupe présents au 31.12.2007.

Rémunérations directes : Elles s'élèvent à 23 441 811 euros dont 9 383 416 euros de rémunération de base, 13 464 000 euros de rémunération variable et exceptionnelle payée en 2008, liée aux performances réalisées en 2007 et 594 395 euros de jetons de présence.

Les jetons de présence alloués aux administrateurs et aux censeurs non dirigeants sont de 414 845 euros.

Avantages à court terme : Néant

Avantages postérieurs à l'emploi : Les membres du comité de direction générale bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0,92% du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2007 au fonds des actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevée à 3 720 000 euros.

Avantages à long terme : Néant

Indemnités de fin de contrat : Concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 3 150 104 euros.

Paiement en actions : Le nombre de titres attribués le 5 juin 2007 (stock-options) est de 1 210 000 au prix d'exercice de 63,44 €. La date minimale d'exercice est le 5 juin 2011. La charge comptabilisée en 2007 ressort à 1 483 218 euros.

21.1. Informations sur les flux de trésorerie des filiales acquises ou sortantes

Présentation par métier des flux de trésorerie nets résultant des acquisitions et sorties de filiales.

Filiales acquises / sortantes	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total 12/2007
Trésorerie		(9)	(118)	11	(6)	2	(120)
Stocks	(3)	(35)	(23)	(2)	(2)		(65)
Clients et créances	(87)	(16)	(338)	(6)	(10)	1	(456)
Immobilisations	1	(6)	(167)	(222)	(1)	(1,402)	(1,797)
Goodwill	(105)		(231)	(8)	(7)		(351)
Fournisseurs et dettes courantes	74	30	445	1	11	(5)	556
Dettes à long terme	49	3	40	(4)			88
Provisions non courantes		1	30				31
Coût d'acquisition ou de cession	(71)	(32)	(362)	(230)	(15)	(1,404)	(2,114)
Trésorerie acquise ou cédée		9	118	(11)	6	(2)	120
Dettes nettes sur immobilisations financières			29			20	49
Flux de trésorerie net résultant de l'acquisition ou sortie des filiales	(71)	(23)	(215)	(241)	(9)	(1,386)	(1,945)

(1) Dont : Acquisition de titres Alstom (29,98% du capital au 31/12/07) 961
Dont : Levée d'option sur titres Bouygues Telecom (6,50% du capital / BNP) 441
Dont : Acquisition de titres Groupe AB (33,50% / TF1) 232
Dont : Acquisition de titres Colas Rail (Colas) 267

(1)

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31/12/07.

en milliers d'euros

Missions	Réseau Mazars & Guérard			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux ⁽¹⁾			Total Charge	
	12/07	%	12/06	12/07	%	12/06	12/07	%	12/06	12/07	12/06
A - Audit											
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés ^(a)	4,816	94	4,336	3,097	86	2,775	7,999	82	7,225	15,912	14,336
- Bouygues SA	208		189	208		189			0	416	378
- Filiales intégrées	4,608		4,147	2,889		2,586	7,999		7,225	15,496	13,958
Missions accessoires ^(b)	175	4	109	426	12	255	930	10	748	1,531	1,112
- Bouygues SA	95		45	130		36			0	225	81
- Filiales intégrées	80		64	296		219	930		748	1,306	1,031
Sous-total 1	4,991	98	4,445	3,523	98	3,030	8,929	92	7,973	17,443	15,448
B - Autres prestations ^(c)											
Juridique, fiscal, social	88	2		45	1	31	435	5	499	568	530
Autres			(24)	25	1	(42)	318	3	96	343	30
Sous-total 2	88	2	(24)	70	2	(11)	753	8	595	911	560
Total charge d'honoraires	5,079	100	4,421	3,593	100	3,019	9,682	100	8,568	18,354	16,008

⁽¹⁾ Pour la pertinence de l'information d'ensemble, la charge d'honoraires affectée aux "Autres réseaux" des commissaires aux comptes est présentée dans ce tableau.

^(a) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

^(b) Cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :

- par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie,

- par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie.

^(c) Il s'agit des prestations hors Audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.

**INFORMATIONS SUR LES MODIFICATIONS DE PÉRIMÈTRE :
ACTIVITES ARRÊTEES OU EN COURS DE CESSION**

* Pour 2007 : il n'y a aucune activité arrêtée ou en cours de cession.

Impacts sur :

1. Bilan : Actifs et passifs des activités arrêtées ou en cours de cession sur le bilan 2006 → TPS :

	12/2007	12/2006 TPS
<u>Actifs non courants</u>		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Goodwill		
Autres actifs non courants		
	NEANT	
<u>Actifs courants</u>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Autres actifs courants		
Total rubrique : Actif en cours de cession d'activité		0
<u>Passifs non courants</u>		
Dettes financières long terme		
Autres passifs non courants		
	NEANT	
<u>Passifs courants</u>		
Dettes financières court terme		
Autres passifs courants		
Total rubrique : Passif en cours de cession d'activité		0
Total actif net cédé		0

2. TFT : Au tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2007, la contribution des flux de trésorerie de TPS à la variation nette de la trésorerie du groupe est incluse dans la ligne "incidence des variations de périmètre sur la trésorerie".

3. Compte de résultat : Les charges et produits des activités arrêtées en 2007 sont les suivants :

	12/2007		Total	12/2006 TPS (8 mois)	12/2006 BTC (4 mois)	Total
<u>CHIFFRE D'AFFAIRES</u>			0	235	32	267
RESULTAT OPERATIONNEL			0	45	(2)	43
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET			0	(1)	0	(1)
Autres produits et charges financiers			0	(1)	0	(1)
Charges d'impôt			0	(1)	0	(1)
RESULTAT NET AVANT PLUS VALUES	0	0	0	42	(2)	40
PLUS VALUE NETTE D'IMPÔT			0	212	112	324
RESULTAT DES ACTIVITES ARRÊTEES	0	0	0	254	110	364

NOTE 24**PRINCIPAUX TAUX DE CONVERSION**

Convention : 1 unité monétaire locale = x euros

Pays	Unité monétaire	Cours de clôture		Cours moyen annuel	
		31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06
<u>EUROPE</u>					
Danemark	Couronne danoise	0.134079	0.134120	0.134205	0.134066
Grande Bretagne	Livre sterling	1.363605	1.489203	1.455005	1.466482
Hongrie	Forint hongrois	0.003941	0.003972	0.003978	0.003786
Pologne	Zloty polonais	0.278280	0.261028	0.264907	0.256439
République Tchèque	Couronne tchèque	0.037554	0.036383	0.036059	0.035379
Roumanie	Nouveau leu roumain	0.277185	0.295552	0.299315	0.284694
Suisse	Franc suisse	0.604339	0.622316	0.607576	0.634213
<u>AMERIQUE DU NORD</u>					
Etats-Unis	Dollar US	0.679302	0.759301	0.727786	0.791771
Canada	Dollar canadien	0.692089	0.654407	0.682012	0.700939
<u>AUTRES</u>					
Maroc	Dirham marocain	0.088090	0.089759	0.089048	0.090474
Thaïlande	Baht thaïlandais	0.022831	0.021381	0.022643	0.021037
Hong Kong	Dollar hong kong	0.087108	0.097648	0.092928	0.101914
Communauté financière africaine	Franc CFA	0.001524	0.001524	0.001524	0.001524
Afrique du Sud	Rand sud africain	0.099703	0.108549	0.103267	0.115831

(PRINCIPALES SOCIETES DU GROUPE)

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT ⁽¹⁾	
		2007	2006	2007	2006
A - TELECOMS / MEDIAS					
I - TELECOMMUNICATIONS					
GROUPE BOUYGUES TELECOM					
INTEGRATION GLOBALE					
BOUYGUES TELECOM S.A. et ses filiales	BOULOGNE-BILLANCOURT	89,55	89,55		
II - COMMUNICATION					
GROUPE TF1					
INTEGRATION GLOBALE					
TELEVISION FRANCAISE 1 S.A.	BOULOGNE-BILLANCOURT	43,06	42,92		
CIBY DROITS AUDIOVISUELS	d°	43,06	42,92	100,00	100,00
LA CHAINE INFO	d°	43,06	42,92	100,00	100,00
TELE SHOPPING	d°	43,06	42,92	100,00	100,00
TF1 INTERNATIONAL	d°	43,06	42,92	100,00	100,00
TF1 PUBLICITE	d°	43,06	42,92	100,00	100,00
TF1 VIDEO	d°	43,06	42,92	100,00	100,00
UNE MUSIQUE	d°	43,06	42,92	100,00	100,00
E-TF1	d°	43,06	42,92	100,00	100,00
EUROSPORT S.A. et ses filiales	ISSY-LES-MOULINEAUX	43,06	42,92	100,00	100,00
DUJARDIN et ses filiales	LA TESTE DE BUCH	43,06	-	100,00	-
MISE EN EQUIVALENCE					
METRO FRANCE PUBLICATIONS	PARIS	14,77	14,72	34,30	34,30
GROUPE AB (dont WB TV)	LA PLAINE SAINT DENIS	14,43	-	33,50	-

⁽¹⁾ Si % de contrôle différent du % d'intérêt

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT ⁽¹⁾	
		2007	2006	2007	2006
B - CONSTRUCTION					
I - BOUYGUES CONSTRUCTION					
GRUPE BOUYGUES CONSTRUCTION					
INTEGRATION GLOBALE					
BOUYGUES CONSTRUCTION S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
<u>1.0 – BOUYGUES BATIMENT IDF</u>					
BOUYGUES BATIMENT ILE DE FRANCE S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
<u>FILIALES BATIMENT FRANCE</u>					
BATI RENOV S.A.	ORLY	99,32	99,88		
BREZILLON S.A.	NOYON	99,32	99,33		
SODEARIF S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,96	99,96		
<u>1.1 – BOUYGUES BATIMENT INTERNATIONAL</u>					
BOUYGUES BATIMENT INTERNATIONAL S.A	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
<u>FILIALES BATIMENT INTERNATIONAL</u>					
<u>ETRANGER</u>					
BOUYGUES THAI LTD	BANGKOK / THAILANDE	48,98	48,98		
BYMARO	CASABLANCA / MAROC	99,95	99,95		
DTP SINGAPOUR PTE LTD	SINGAPOUR	99,97	99,97		
VCES HOLDING SRO et ses filiales	PARDUBICE / REPUBLIQUE TCHEQUE	50,98	50,98		
KARMAR SA	VARSOVIE/POLOGNE	94,58	-		
KOHLER INVESTMENT SA	LUXEMBOURG	89,87	-		
<u>1.2 - FILIALES ENTREPRISES FRANCE EUROPE</u>					
DV CONSTRUCTION S.A.	MERIGNAC	99,97	99,97		
GTB BOUYER DUCHEMIN S.A.	NANTES	99,97	99,97		
GFC CONSTRUCTION S.A.	CALUIRE ET CUIRE	99,97	99,97		
NORPAC S.A.	VILLENEUVE D'ASCQ	99,97	99,97		
PERTUY CONSTRUCTION S.A.	MAXEVILLE	99,97	99,97		
QUILLE S.A.	ROUEN	99,97	99,97		

⁽¹⁾ Si % de contrôle différent du % d'intérêt

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT ⁽¹⁾	
		2007	2006	2007	2006
<u>ETRANGER</u>					
ACIEROID S.A.	BARCELONE / ESPAGNE	99,97	99,97		
BOUYGUES UK LTD	LONDRES / ROYAUME-UNI	99,97	99,97		
LOSINGER CONSTRUCTION A.G.	BERNE / SUISSE	99,97	99,97		
MARAZZI HOLDING AG et ses filiales	BERNE / SUISSE	99,97	99,97		
WARINGS CONSTRUCTION GROUP HOLDING LTD et ses filiales	PORTSMOUTH/ROYAUME-UNI	99,97	-		
<u>1.3- BOUYGUES TP</u>					
BOUYGUES TP S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
<u>ETRANGER</u>					
PRADER LOSINGER S.A.	SION / SUISSE	99,64	99,64		
PRADER AG TUNNELBAU	ZURICH / SUISSE	99,90	99,90		
<u>1.4- AUTRES FILIALES BY CONSTRUCTION</u>					
DTP TERRASSEMENT S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
<u>ETRANGER</u>					
DRAGAGES ET TP (HONG-KONG) LTD	HONG-KONG / CHINE	99,97	99,97		
V.S.L. INTERNATIONAL LTD	BERNE / SUISSE	99,82	99,88		
<u>1.5 - GROUPE ENTREPRISE TRANSPORT & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE (E.T.D.E.)</u>					
E.T.D.E. S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
AXIONE et ses filiales	MALAKOFF	99,97	99,97		
E.T.D.E RESEAUX ET COMMUNICATION S.A.	VILLEBON SUR YVETTE	99,97	99,97		
EXPRIMM S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
GALLET DELAGE SA	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
MAINGUY S.A.S	VERTOU	99,97	99,97		
SERMA S.A.S.	CHAMPFORGUEIL	99,97	99,97		
STEFAL S.A.S. et ses filiales	MONTROUGE	99,97	99,97		
TRANSEL S.A.S	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
<u>ETRANGER</u>					
DAVID WEBSTER LIGHTING et ses filiales	HERTFORDSHIRE / ROYAUME-UNI	99,97	99,97		
ECOVERT FM	LONDRES / ROYAUME-UNI	99,97	99,97		
ICEL MAIDSTONE LTD et ses filiales	SITTINGBOURNE / ROYAUME-UNI	99,97	99,97		
Sté GABONAISE D'ELECTRIFICATION ET DE CANALISATION (SOGEC)	LIBREVILLE / GABON	84,39	84,39		
SZIGMA COOP	GYOR / HONGRIE	99,97	99,97		
THERMAL TRANSFER LTD	EAST KILBRIDE / ECOSSE	99,97	99,97		

⁽¹⁾ Si % de contrôle différent du % d'intérêt

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT ⁽¹⁾	
		2007	2006	2007	2006
INTEGRATION PROPORTIONNELLE					
<u>BOUYGUES TP</u>					
BOMBELA CIVILS JV LTD	JOHANNESBURG / AFRIQUE DU SUD	44,99	44,99		
MISE EN EQUIVALENCE					
<u>BOUYGUES CONSTRUCTION</u>					
CONSORTIUM STADE DE FRANCE S.A.	SAINT-DENIS	33,32	33,32		
<u>BOUYGUES BATIMENT INTERNATIONAL</u>					
HERMES AIRPORTS LTD	NICOSIA / CHYPRE	21,99	21,99		
<u>BOUYGUES TP</u>					
ADELAC SAS	ARCHAMPS	39,19	39,19		
AUTOROUTE DE LIAISON SEINE - SARTHE S.A.	VERSAILLES	33,16	33,16		
<u>ETRANGER</u>					
BOMBELA CONCESSION COMPANY LTD	JOHANNESBURG / AFRIQUE DU SUD	24,99	24,99		
AKA	BUDAPEST / HONGRIE	25,11	25,11		
BINA FINCOM	ZAGREB / CROATIE	50,98	50,98		
II - ROUTES					
<u>GROUPE COLAS</u>					
INTEGRATION GLOBALE					
COLAS S.A. et ses filiales régionales (COLAS, SCREG et SACER)	BOULOGNE-BILLANCOURT	96,44	96,49		
GRANDS TRAVAUX OCEAN INDIEN (GTOI) S.A.	LE PORT (REUNION)	96,43	96,48	99,99	99,99
SPAC et ses filiales	CLICHY	96,43	96,48	100,00	100,00
SECO - RAIL	CHATOU	96,43	96,48	100,00	100,00
SOMARO	CHATOU	96,43	96,48	100,00	100,00
COLAS GUADELOUPE	BAIE-MAHAULT	96,43	96,48	100,00	100,00
COLAS MARTINIQUE	LE LAMENTIN	96,43	96,48	100,00	100,00
SMAC et ses filiales	BOULOGNE-BILLANCOURT	96,43	96,48	100,00	100,00
COLAS RAIL	CERGY-PONTOISE	96,43	-	100,00	-

⁽¹⁾ Si % de contrôle différent du % d'intérêt

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT ⁽¹⁾	
		2007	2006	2007	2006
ETRANGER					
COLAS HUNGARIA et ses filiales	BUDAPEST / HONGRIE	96,44	96,49	100,00	100,00
COLAS DANMARK A/S	VIRUM / DANEMARK	96,44	96,49	100,00	100,00
COLAS S.A. et ses filiales	LAUSANNE / SUISSE	95,69	95,74	99,22	99,22
COLAS INC et ses filiales	MORRISTOWN NEW JERSEY/ USA	96,44	96,49	100,00	100,00
COLAS du MAROC et ses filiales	CASABLANCA / MAROC	96,43	96,48	100,00	100,00
COLAS LTD et ses filiales	ROWFANT / ROY.UNI	96,44	96,49	100,00	100,00
COLAS POLSKA	SRODA-WIELKOPOL / POLOGNE	96,44	96,49	100,00	100,00
ROUTIERE COLAS du GABON	LIBREVILLE / GABON	86,76	86,74	89,90	89,90
COLAS BELGIUM et ses filiales	BRUXELLES / BELGIQUE	96,44	96,49	100,00	100,00
COLAS CZ	PRAGUE / REPUBLIQUE TCHEQUE	96,44	96,49		100,00
INTEGRATION PROPORTIONNELLE					
CARRIERES ROY	ST-VARENT	48,20	48,23	49,98	49,98
MISE EN EQUIVALENCE					
COFIROUTE	SEVRES	16,08	16,08	16,67	16,67
III - IMMOBILIER					
<u>GRUPE BOUYGUES IMMOBILIER</u>					
INTEGRATION GLOBALE					
BOUYGUES IMMOBILIER	BOULOGNE-BILLANCOURT	100,00	100,00		
S.N.C. BOUYGUES IMMOBILIER ENTREPRISES ILE DE FRANCE	BOULOGNE-BILLANCOURT	100,00	100,00		
S.N.C. BOUYGUES IMMOBILIER PARIS	BOULOGNE-BILLANCOURT	100,00	100,00		
S.N.C. BOUYGUES IMMOBILIER EST	STRASBOURG	100,00	100,00		
S.L.C. et ses filiales	LYON	100,00	100,00		
BLANC & Cie	GRENOBLE	100,00	-		
ETRANGER					
PARQUE EMPRESARIAL CRISTALIA S.L.	MADRID / ESPAGNE	100,00	100,00		
S.A. BOUYGUES INMOBILIARIA	MADRID / ESPAGNE	100,00	100,00		

⁽¹⁾ Si % de contrôle différent du % d'intérêt

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT ⁽¹⁾	
		2007	2006	2007	2006
C – FILIALES DIVERSES					
INTEGRATION GLOBALE					
FINAGESTION et ses filiales (Afrique)	ST-QUENTIN / YVELINES	100,00	100,00		
BOUYGUES RELAIS S.N.C.	PARIS	100,00	100,00		
CHALLENGER S.N.C.	PARIS	100,00	100,00		
Sté FRANCAISE DE PARTICIPATION & GESTION (SFPG) S.A et ses filiales	PARIS	99,76	99,76		
GIE 32 HOCHE	PARIS	90,00	90,00		
ETRANGER					
CHALLENGER REASSURANCE	LUXEMBOURG	99,99	99,99		
UNISERVICE	GENEVE / SUISSE	99,99	99,99		
MISE EN EQUIVALENCE					
ALSTOM	LEVALLOIS PERRET	29,98	25,07		

⁽¹⁾ Si % de contrôle différent du % d'intérêt